



GENÈVE : UN PÔLE DE FORMATION TOURNÉ VERS L'ÉCONOMIE ?

Novembre 2012



GENÈVE: UN PÔLE DE FORMATION TOURNÉ VERS L'ÉCONOMIE ?

Novembre 2012

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
RÉSUMÉ.....	4
LA FORMATION À GENÈVE : UN SECTEUR D'AVENIR.....	5
UN SECTEUR ÉCONOMIQUE AUSSI DISCRET QUE PROMETTEUR.....	6
VASTE CHOIX DE FORMATIONS INITIALES.....	11
LES « DÉCROCHEURS »	22
FORMATIONS ET BESOINS DES ENTREPRISES.....	25
RENFORCER LA FORMATION CONTINUE.....	32
AUTRES PISTES POUR AMÉLIORER LE SYSTÈME GENEVOIS DE FORMATION	36
CONCLUSION	39
ANNEXES	40

Cette étude est issue d'un travail collectif et fait référence à un grand nombre de sources. Les avis exprimés dans cette publication ne sauraient engager les éditeurs.

PRÉAMBULE

« LE SAVOIR EST UNE COURONNE SUR LA TÊTE, TANDIS QUE LA RICHESSE N'EST QU'UN JOUG SUR LE COU », proverbe persan

Pour la 6^e année consécutive, une étude arpente en détail un aspect de l'économie genevoise. Cette année, c'est le secteur peu étudié, bien qu'en fort développement, de la formation qui est sous les feux de la rampe.

En choisissant un titre sous forme d'interrogation – « Genève: un pôle de formation tourné vers l'économie? » – la CCIG, la BCGE et l'OCSTAT, qui se sont associés pour livrer cette étude, ont voulu se pencher plus particulièrement sur l'adéquation entre la formation, tant initiale que continue, dispensée dans le canton (et alentour) et les besoins des entreprises et institutions.

De nombreux cursus sont proposés à Genève et répondent relativement bien aux demandes en personnel qualifié des entreprises actives dans les pôles phares de l'économie locale que sont la finance, les organisations internationales et multinationales, les parfums ou les biotechnologies. D'autres activités, telles que l'horlogerie, la santé ou le négoce de matières premières restent en revanche, pour l'heure, en grande partie dépendantes d'une main-d'œuvre formée ailleurs.

Quelques pistes d'amélioration du système de formation genevois, post enseignement obligatoire, sont ébauchées par les rédacteurs de l'étude pour répondre au défi bien identifié d'une pénurie à venir de personnel qualifié dans de nombreux secteurs économiques, à tous les niveaux de qualification. Paradoxalement, il conviendrait à la fois d'améliorer l'accès à la formation professionnelle initiale pour des jeunes quittant le système scolaire sans aucun diplôme et de favoriser la poursuite d'études académiques par un plus grand nombre d'étudiants, notamment dans les domaines techniques.

Cette étude établit une somme des formations disponibles aujourd'hui et elle esquisse l'évolution de la demande de demain. En ce sens, et comme celles qui l'ont précédée, elle constitue un instrument précieux d'éclairage des enjeux et le ferment des débats et des décisions qui s'annoncent dans ce domaine tant public que privé

Nos remerciements vont à Geneviève Brunet et au comité de pilotage composé d'Hélène de Vos Vuadens et Olivier Scharrer (BCGE), Dominique Frei (OCSTAT) et Philippe Meyer (CCIG).

Nous vous souhaitons une lecture enrichissante et dynamisante.

Blaise Goetschin
CEO
BCGE

Jacques Jeannerat
Directeur
CCIG

RÉSUMÉ

Constats

- A Genève, le secteur de la formation pèse a minima 3,5% du PIB cantonal et emploie quelque 20'000 personnes.
- Près de 40% des résidents du canton détiennent un diplôme de degré tertiaire: un diplôme de l'enseignement supérieur professionnel ou universitaire.
- Depuis leur création en 1997, les Hautes Ecoles Spécialisées (HES) ont contribué au développement des formations tertiaires dans le pays, notamment à Genève, où on constate depuis 2005 une forte augmentation du nombre de personnes en formation en HES ou à l'Université.
- L'Université de Genève est bien placée dans les classements mondiaux des hautes écoles.
- La HES-SO Genève et l'Université recrutent bien au-delà des frontières du canton.
- A Genève, le taux d'échec en première année d'études gymnasiales est de 27%. Par ailleurs, de 1'000 à 1'200 jeunes sortent chaque année – momentanément ou définitivement – du système de formation sans avoir obtenu un diplôme.
- Le nombre de jeunes en apprentissage est faible par rapport à la moyenne nationale, alors que les diplômés de la formation professionnelle duale s'insèrent très rapidement dans le monde du travail.
- La demande d'éducation devrait croître: la population de l'agglomération augmente et la Confédération anticipe une élévation générale du niveau de formation en Suisse.

Améliorations possibles

- Le renouveau de l'apprentissage devrait être encouragé, en facilitant l'insertion dans cette voie de jeunes en échec scolaire, tout en informant largement sur les passerelles permettant de poursuivre ensuite des études.
- Genève gagnerait à offrir plus de places en maturités bilingues et, plus largement, à proposer davantage de formations plurilingues de tous niveaux.
- Les séjours à l'étranger d'une durée de six mois ou plus devraient être encouragés pour les élèves de l'enseignement secondaire, de même que les échanges interuniversitaires avec des hautes écoles étrangères.
- Dans un contexte de pénurie programmée de personnel qualifié, le développement réjouissant de la formation continue devrait être davantage stimulé. Notamment en favorisant la création de nouvelles formations adaptées aux besoins des secteurs économiques, à l'exemple de la création conjointe par la Geneva Trading and Shipping Association (GTSA) et l'Université de Genève d'une maîtrise universitaire en négoce ou Master of Arts in International Trading.
- Les formations duales – entre HES et entreprises ou université et entreprises – devraient être encouragées.
- Les élèves entrant dans l'enseignement postobligatoire pourraient être mieux sensibilisés à la pénurie d'ingénieurs et de techniciens à laquelle l'économie genevoise, tout comme le reste de l'économie suisse, devrait être confrontée ces prochaines années.
- La formation étant un des secteurs qui seront les plus demandeurs de personnel qualifié, un plus grand nombre de jeunes pourrait être orienté vers des études universitaires longues validées par un doctorat.

LA FORMATION À GENÈVE : UN SECTEUR D'AVENIR

Genève est le canton suisse affichant le taux le plus élevé de détenteurs d'une maturité et de diplômés d'une haute école. Les dépenses publiques d'éducation y sont généreuses. L'Université fait bonne figure dans les classements internationaux. Parallèlement, un dense réseau d'écoles privées accueille un nombre croissant d'élèves. Autant de signes tangibles de l'importance de l'enseignement dans l'économie genevoise.

La formation n'en reste pas moins largement méconnue en tant que secteur économique. Les attentes des publics de l'enseignement – élèves, adultes en formation continue ou employeurs – ne sont guère audibles. Alors même que l'on affirme volontiers que des écoles de qualité contribuent à l'attractivité de la région.

Cette étude entend évaluer le poids économique du secteur de la formation. Elle vise à dresser un inventaire aussi complet que possible des cursus offerts à Genève – et, au-delà, dans le périmètre régional du Grand Genève – après l'enseignement obligatoire: de la formation professionnelle jusqu'au doctorat universitaire, en passant par les diplômes délivrés par les HES. Elle tentera ensuite d'apprécier l'adéquation entre les formations proposées et les attentes des employeurs du canton, puis de dessiner les perspectives d'avenir en matière de formation, tant initiale que continue.

UN SECTEUR ÉCONOMIQUE AUSSI DISCRET QUE PROMETTEUR

L'enseignement postcycle d'orientation, tant public que privé, pèse lourd à Genève : en nombre d'élèves, en postes d'enseignants et métiers connexes ou encore en dépenses de fonctionnement et d'investissement. Lourd, mais pas au point d'atteindre les 9,39 milliards de francs d'apport au PIB – sur un total de 42,14 milliards de francs de produit intérieur brut cantonal en 2011 – de la catégorie globale « Enseignement, administration publique, santé, social, culture, sport » qui représente le secteur public et parapublic dans le « compte de production cantonal et valeur ajoutée ».

Reste que le seul poste « enseignement postobligatoire, formation continue et orientation » émerge pour 471,25 millions de francs de charges dans le compte de fonctionnement 2011 du Canton, dont 391,98 millions pour les charges de personnel. Et les dépenses annuelles pour l'Université dépassent largement les 500 millions. Soit un bon milliard de francs de dépenses pour l'enseignement postobligatoire au sens large. Il employait 6'221 enseignants durant l'année scolaire 2010-2011, répartis entre 2'560 personnes pour le secondaire II, 830 dans les HES et 2'831 à l'Université. Le nombre de diplômés est, par ailleurs, en augmentation régulière. Cette même année scolaire 2010-2011, 4'856 diplômés de fin d'enseignement secondaire ont été délivrés par l'enseignement public, 1'286 diplômés d'une HES ou sanctionnant une formation professionnelle supérieure et 3'911 diplômés universitaires (voir graphique ci-dessous).

De plus en plus de diplômés
de niveau secondaire II et au-delà

Diplômes délivrés à l'issue d'une formation de niveau secondaire II	1990			2000			2011		
	Ens. public	Ens. privé	Art. 41 ¹	Ens. public	Ens. privé	Art. 41 ¹	Ens. public	Ens. privé	Art. 33 ¹
Maturité gymnasiale	1'259	88	–	1'354	87	–	1'451	123	–
Maturité pro et spéc.	–	–	–	200	–	–	663	–	–
Culture générale	186	–	–	322	–	–	624	–	–
Diplômes prof.	453	–	–	289	–	–	564	–	–
CFC ² et CC ³	1'816	33	116	1'253	2	164	1'417	40	134
AFE ⁴ et AFP ⁵	16	–	–	19	–	–	137	–	–
Diplômes étrangers	–	292	–	–	308	–	–	657	–
Total	3'730	413	116	3'437	397	164	4'856	820	134

Diplômes délivrés à l'issue d'une formation de niveau tertiaire	1990	2000	2011
Formations professionnelles supérieures	891	671	233
Hautes écoles spécialisées	–	159	1'053
Université	1'723	2'231	3'911
- 1 ^{er} diplôme universitaire	1'142	1'422	3'227
- Formation postgrade	365	555	367
- Doctorats	216	247	317

Source : Mémento statistique de l'éducation à Genève. Edition 2012.

¹ Art 33 (Art 41): CFC délivré selon l'article 33 (ancien article 41) de la formation professionnelle sans être inscrit dans une école. Les qualifications professionnelles sont attestées par diverses procédures reconnues par l'OFFT.

² Certificat fédéral de capacité

³ Certificat de capacité

⁴ Attestation cantonale pour formatrices et formateurs en entreprise

⁵ Attestation fédérale de formation professionnelle

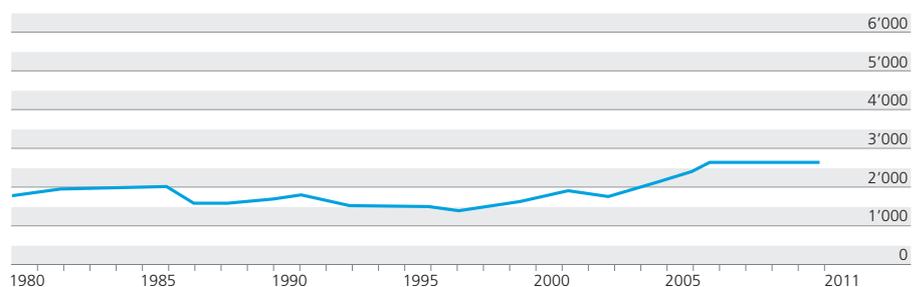
Autre indicateur de l'effort consenti par Genève en matière d'éducation : le coût par élève selon le niveau de formation. En 2009, le Canton versait 22'852 francs par an pour un élève de l'enseignement postobligatoire (également appelé secondaire II), 41'756 francs pour un étudiant à l'Université et 42'880 pour un élève de HES. Ces estimations unitaires sont à multiplier par 16'724 pour les apprentis scolarisés en niveau secondaire II en 2010, par 2'124 pour les élèves accueillis en formation supérieure la même année et par 12'372 pour les étudiants en HES ou à l'Université. Soit, la même dépense publique globale d'environ un milliard de francs par an.

Cette première estimation du poids économique du secteur de la formation à Genève ne prend toutefois pas en compte les plus de 1'700 élèves scolarisés en secondaire II dans des écoles privées, ni ceux suivant une formation professionnelle dans un établissement privé ou inscrits dans une université privée. Or, de nombreuses entreprises proposent à Genève des cursus en formation initiale ou continue : à l'instar de l'Ecole-club Migros, de l'Institut Supérieur de Formation Bancaire (ISFB), de la Fondation pour la formation des adultes (Ifage), de la Webster University ou encore des écoles de langues. Seuls les établissements d'enseignement délivrant des diplômes reconnus par la Confédération sont recensés dans les données du Département de l'instruction publique (DIP), de la culture et du sport). Certaines formations – telle celle d'assistante médicale – échappent ainsi au filet des statistiques officielles.

L'Association Genevoise des Ecoles Privées (AGEP)¹ estime que ses membres injectent directement ou indirectement plus de 350 millions de francs par an dans l'économie de Genève et emploient 1'500 personnes.

Rapportée à la totalité des élèves scolarisés dans le canton – depuis l'école enfantine jusqu'à l'obtention d'un diplôme secondaire suisse ou étranger – la part de ceux accueillis par un établissement d'enseignement privé était de 16% en 2009, contre 14% en 2005². L'augmentation sensible du nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement privé, tous niveaux confondus (voir graphique ci-dessous), atteste sans doute d'une bonne adéquation entre les formations proposées et les attentes des parents et élèves.

Progression des effectifs de l'enseignement privé



Effectifs de l'enseignement privé	2000	2011
Secondaire II général	1'767	2'610

Source: Mémento statistique de l'éducation à Genève. Edition 2012.

¹ www.agep.ch.

² L'enseignement à Genève. Indicateurs-clés du système genevois d'enseignement et de formation. Edition 2011.

En s'en tenant au seul enseignement postobligatoire au sens large, tous cursus confondus, le poids économique global de la formation dispensée à Genève tant par le public que par le privé – estimé par le biais des dépenses directes, sans prendre en compte les emplois induits dans d'autres secteurs, les revenus générés à l'Université par la formation continue ou encore l'apport du travail des apprentis au revenu des entreprises qui les emploient – peut ainsi être estimé a minima à 1,5 milliard de francs par an, soit au moins 3,5% du PIB cantonal. Ce qui représente un poids non négligeable.

Il est également possible d'illustrer l'importance des activités de formation dans ce canton en se référant au Recensement fédéral des entreprises. Il relève la part croissante de l'enseignement dans l'activité économique genevoise – dispensé tant par des établissements publics que privés – à travers l'évolution positive du nombre d'entreprises et d'emplois relevant de cette catégorie.

Les dernières données détaillées portent sur l'année 2008. En les exploitant, l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) a établi une progression de 11,2% du nombre d'emplois offerts par cette activité dans le canton entre 2005 et 2008.

Emplois dans l'enseignement dans le canton de Genève, en 2005 et 2008

Total des emplois en 2005	Total des emplois en 2008	Variation absolue 2005-2008	Variation relative en % 2005-2008	Emplois occupés par des frontaliers en 2008
17'823	19'828	2'005	11,2	1'525

Source : Office cantonal de la statistique – OCSTAT.

En revenant à la source du Recensement fédéral des entreprises, et en excluant les activités de soutien à l'enseignement ainsi que les catégories « enseignement de la conduite » et « enseignement de disciplines sportives et activités de loisirs », on peut donner une image fine du nombre d'entreprises actives dans les différents types d'enseignement à Genève en 2008 ainsi que du nombre d'emplois proposés (voir tableau ci-dessous).

Nombre d'entreprises actives dans la formation à Genève en 2008 et nombre d'emplois offerts, par catégorie d'enseignement

	Etablissements	Emplois
Ecoles de degré secondaire II préparant à la maturité	17	1'680
Ecoles de degré secondaire II de culture générale	2	340
Formation professionnelle de base	35	1'464
Hautes écoles universitaires	73	5'567
Hautes écoles spécialisées et pédagogiques	6	722
Formation professionnelle supérieure	7	280
Enseignement culturel	73	776
Cours de langues	39	551
Cours d'informatique	16	62
Cours de perfectionnement professionnel	81	840
Autres activités d'enseignement	26	631

Source : calculé à partir du Recensement fédéral des entreprises : établissements selon année, canton, NOGA 2008.

Un secteur d'activité offrant près de 20'000 emplois et représentant au moins 3,5% du PIB cantonal a un poids important. L'Université de Genève emploie ainsi quelque 4'000 personnes, soit le même nombre de salariés que Rolex, premier employeur privé du canton.

En outre, l'éducation pourrait gagner en importance dans l'économie genevoise ces prochaines années. D'une part, parce que la population de l'agglomération augmente : l'étude sur le Grand Genève³ – publiée l'an dernier par la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), la Banque Cantonale de Genève (BCGE) et l'OCSTAT – soulignait que « Le Grand Genève atteindra le million d'habitants peu après 2020, quelle que soit la conjoncture économique ». D'autre part, parce que plusieurs études anticipent une élévation générale du niveau de formation en Suisse.

Dans ses scénarios 2010-2060 pour le niveau de formation de la population⁴, la Confédération retient un scénario de référence où « la proportion de diplômés du tertiaire (hautes écoles et formation professionnelle supérieure) dans la population âgée de 25 à 64 ans passerait de 35% en 2009 à un niveau de 50% vers 2025, puis atteindrait quasiment 60% vers 2045 ».

A titre de comparaison, au Canada – un des pays de l'OCDE comptant le plus de diplômés de l'enseignement supérieur – 51% de la population actuellement âgée de 25 à 64 ans détient déjà un diplôme de niveau tertiaire et c'est également le cas de 56% des 25-34 ans. En Suisse, ces proportions dans la population résidante sont respectivement de 35 et 40%, ce qui place le pays dans la moyenne européenne. Au Royaume-Uni, ces chiffres sont de 38 et 46%, en France de 29 et 43% et en Allemagne de 27 et 26%, les jeunes résidant en Allemagne étant un peu moins nombreux que leurs aînés à être diplômés de l'enseignement supérieur⁵.

Dans le scénario « haut » des projections de la Confédération, « la limite des 50% de tertiaires dans la population serait franchie vers 2020 », tandis que dans le scénario « bas », « un maximum de 45% serait atteint vers 2035 ». En outre, « quel que soit le scénario, la proportion de personnes sans formation postobligatoire diminuera sensiblement : de 13% en 2009 à moins de 8% en 2035 pour le scénario de référence ». Autant de jeunes – et de moins jeunes en formation continue – à accueillir en cours ces prochaines années, avant qu'ils viennent confirmer ces prévisions en achevant une formation professionnelle, en obtenant le diplôme d'une HES ou un titre universitaire.

Ces anticipations sur une élévation générale et relativement rapide du niveau de formation de la population résidante en Suisse au cours des prochaines décennies confirment l'évolution observée ces dernières années. Une étude de l'Office fédéral de la statistique (OFS) portant sur les indicateurs de formation relève que « plus des quatre cinquièmes de la population permanente résidante âgée de 25 à 64 ans ont au moins une formation postobligatoire ». Dans le détail, les personnes âgées de moins de 44 ans sont plus nombreuses que leurs aînés à être diplômées du degré tertiaire : plus de 40% de cette tranche d'âge sont dans ce cas, contre 30% de personnes diplômées du tertiaire dans l'ensemble des habitants de la Suisse.

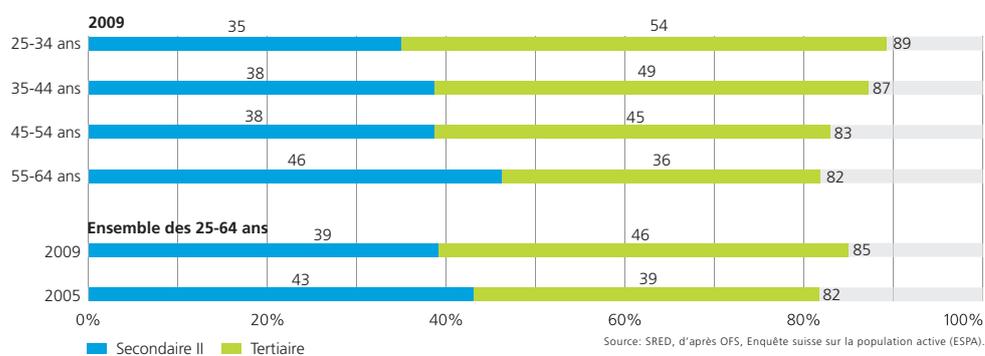
³ Le Grand Genève : centre urbain et pôle métropolitain. Novembre 2011, CCIG, OCSTAT, BCGE.

⁴ Les scénarios de l'évolution de la population de la Suisse 2010-2060, Office fédéral de la statistique.

⁵ Regards sur l'éducation 2012. Les indicateurs de l'OCDE.

A Genève, ce sont déjà près de 40% des résidents qui détiennent un diplôme de degré tertiaire. Dans ce canton comme dans le reste du pays, les jeunes adultes disposent d'un niveau de formation plus élevé que leurs aînés. Un haut niveau de formation local qui s'explique d'une part, par le fait que le canton dispose de sa propre université, d'autre part, par la présence d'une main-d'œuvre étrangère très qualifiée (voir graphique).

Niveau le plus élevé de formation achevée de la population résidente du canton de Genève, selon le groupe d'âge, 2009



Champ: Population résidente du canton de Genève âgée de 25 à 64 ans.

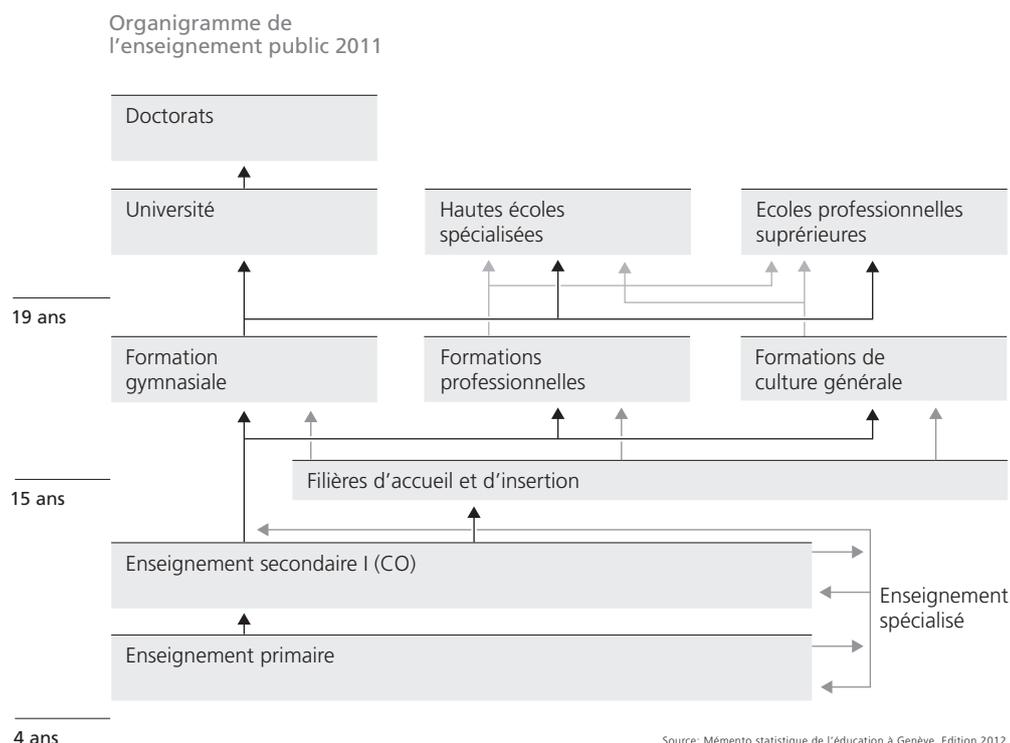
Le futur de la formation, considérée comme un secteur économique à part entière, semble d'autant plus prometteur à Genève que l'enseignement – fortement corrélé dans le domaine universitaire avec la recherche et le développement qui favorisent l'innovation – a progressé plus fortement en Suisse romande que dans le reste de la Suisse entre 2002 et 2011, relève l'étude sur le PIB romand 2012⁶ et devrait continuer à le faire. C'est l'un des éléments constitutifs du dynamisme économique de la Suisse romande mentionnés dans cette étude.

Les étrangers tiennent compte de la qualité des formations disponibles ici lorsqu'ils envisagent de prendre un emploi à Genève. L'enseignement – tous niveaux confondus – est ainsi une activité susceptible de soutenir le développement économique général du canton. En outre, l'Université «est un facteur critique de succès dans le développement régional, grâce à la proximité de ses laboratoires de recherche», affirmait Michel Léonard, professeur à HEC Genève, dans une interview accordée en avril 2012 à *CCIGinfo*. Et cet expert de souligner que «la proximité entre mondes économique et académique est un net avantage de Genève». L'ambition renouvelée des études internationales, avec la création, il y a quatre ans, de l'Institut des hautes études internationales et du développement – The Graduate Institute, Geneva –, né de la fusion des anciens instituts HEI et IUED, contribue également au maintien de la présence à Genève de nombreuses OIG et ONG: 49% des diplômés de niveau maîtrise des années 2008, 2009 et 2010 ont trouvé un emploi en Suisse.

⁶ Les raisons de la dynamique économique romande. Rapport sur le produit intérieur brut (PIB) romand. Forum des 100 - *L'Hebdo*, BCF, BCGE, BCJ, BCN, BCVS, BCV.

VASTE CHOIX DE FORMATIONS INITIALES

Pour les élèves scolarisés à Genève, à 15 ans vient le moment de choisir entre trois filières de formation pour l'enseignement postobligatoire, dit aussi secondaire II: la formation professionnelle, l'Ecole de culture générale ou le Collège pour ceux qui se destinent à l'Université. Le schéma général ci-dessous représente le système d'enseignement genevois.



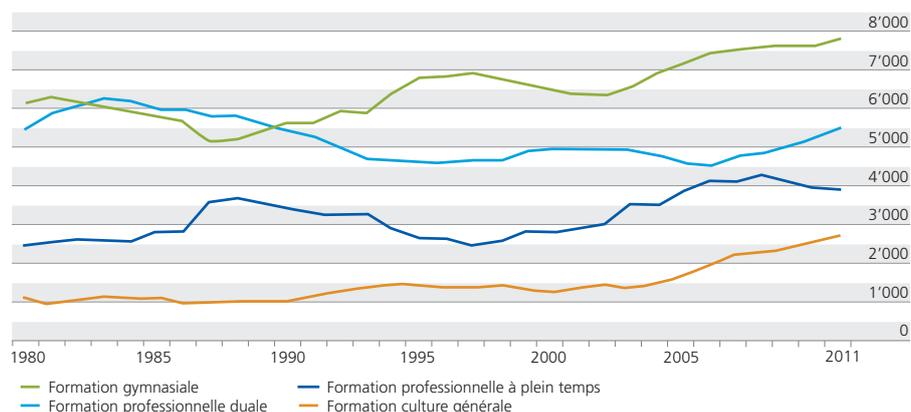
Entre 2005 et 2009, les effectifs de l'enseignement public de niveau secondaire II et postsecondaire II ont progressé de 13%⁷.

Une augmentation liée au fait que les générations accueillies en enseignement postobligatoire sont plus nombreuses que les années précédentes, mais aussi à l'allongement de certains cursus et à la création de nouvelles formations. A l'exemple de la maturité spécialisée complétant le cursus de l'Ecole de culture générale par une année supplémentaire.

A la fin du Cycle d'orientation, les élèves se dirigent un peu moins qu'il y a quelques années vers la formation gymnasiale. En 2009, 49% des élèves issus du Cycle d'orientation ont choisi le Collège, contre 52% en 2005. On peut supposer que les possibilités désormais offertes par la formation professionnelle supérieure aux élèves titulaires d'un diplôme de culture générale ont rendu la voie gymnasiale moins attractive pour des élèves de niveau moyen à la fin de leur scolarité obligatoire (voir l'évolution du nombre d'élèves dans les différents cursus suivante).

⁷ L'enseignement à Genève. Indicateurs-clés du système genevois d'enseignement et de formation. Edition 2011.

Evolution du nombre d'élèves dans les différents cursus



Elèves et apprentis de niveau secondaire II	2000 Total	2011 Total	% nés à Genève
Degrés préparatoires	153	–	–
Formation gymnasiale	6'482	7'759	82
Formation culture générale	1'291	2'727	77
Formation professionnelle à plein temps	2'818	3'927	70
Formation professionnelle duale	4'976	5'442	60
Classes d'accueil et d'insertion	514	1'152	44
Formations générales pour adultes	490	770	62
Total des niveaux secondaire II	16'724	21'777	71

Source: Mémento statistique de l'éducation à Genève. Edition 2012.

Formation professionnelle

Le choix de formations professionnelles offertes à Genève – en partie en entreprise (système dual) ou en école (système plein temps) – est très large, avec sept centres de formation : arts appliqués, commerce, construction, nature et environnement, social et santé, services et hôtellerie-restauration, technique⁸ (voir dans les annexes les métiers auxquels il est possible de se préparer dans ces différents pôles – pages 40-44).

En outre, les élèves genevois ont accès à des classes intercantionales, organisées en commun par les systèmes de formation professionnelle des cantons de Genève et de Vaud, lorsque le nombre d'élèves annoncés pour une spécialisation est trop faible pour constituer une classe ou parce que la disponibilité des équipements techniques le justifie. Un CFC de mécanicien sur deux roues a ainsi été proposé en 2012 avec quatre personnes en formation à Genève et douze dans le canton de Vaud (voir page suivante le nombre de certificats et attestations délivrés en 2011 dans les différentes filières et le nombre d'élèves en formation cette même année).

Il est possible de préparer, parallèlement à un CFC ou ultérieurement, une maturité professionnelle permettant d'accéder ensuite aux HES, voire aux universités ou aux écoles polytechniques après un examen complémentaire.

⁸ Après la scolarité obligatoire. Edition 11-12, République et canton de Genève.

La maturité professionnelle est un titre délivré par le Canton et reconnu par la Confédération. Les maturités professionnelles suivantes peuvent être préparées à Genève : artisanale, artistique, commerciale, santé-social, sciences naturelles et technique.

Le CFC en poche, il est également possible de s'inscrire dans des écoles supérieures tertiaires ne relevant pas de la HES, telles l'Ecole hôtelière de Genève ou l'Ecole supérieure d'informatique de gestion.

Par ailleurs, l'Ecole genevoise de musique forme les futurs musiciens, désormais en cursus bachelor et mastère dans la HES. Le diplôme professionnalisant en musique étant le mastère, cette formation attire de nombreux étudiants étrangers (voir répartition des étudiants des HES genevoises page 21).

Nombre de certificats fédéraux de capacité (CFC) et d'attestations fédérales (AFP) délivrés en 2011 par un pôle de formation professionnelle

Pôles de formation professionnelle	Certificats fédéraux de capacité (CFC)	Attestations fédérales de formation professionnelle (AFP)
Arts appliqués	132	0
Commerce	517	76
Construction	309	8
Nature et environnement	51	0
Santé et social	215	0
Services et hôtellerie/restauration	117	29
Technique	251	11
Total	1'592	124

Source : Constats et données chiffrées 2012, Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue.

Effectifs de la filière de formation professionnelle genevoise (rentrée scolaire 2011)

Formations duales	Total
Pôle Arts appliqués	126
Pôle Commerce	1'715
Pôle Construction	1'082
Pôle Nature et environnement	175
Pôle Santé et social	607
Pôle Services et hôtellerie/restauration	629
Pôle Technique	636
Total dual	4'970
Formations plein temps	Total
Pôle Arts appliqués	423
Pôle Commerce	2'243
Pôle Construction	297
Pôle Nature et environnement	225
Pôle Santé et social	189
Pôle Services et hôtellerie/restauration	0
Pôle Technique	598
Total plein temps	3'975
Total	8'945

Source : Constats et données chiffrées 2012, Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue.

Ecole de culture générale

Il y a trois Ecoles de culture générale (ECG) à Genève, qui préparent à un certificat.

A l'issue de la première année de cours – durant laquelle se précise l'orientation – l'élève opte pour une des quatre options proposées. A savoir : arts, communication-information, santé ou socio-éducatif.

Le certificat ECG, avec mention de l'option spécifique préprofessionnelle suivie, est délivré après trois années d'études réussies. Ce titre est reconnu au niveau national.

Une année d'études supplémentaire permet d'obtenir le certificat de maturité spécialisée en arts, en communication-information, en santé ou en travail social. Un diplôme également reconnu au niveau national.

L'Ecole de culture générale ouvre donc la porte de formations tertiaires en Ecole spécialisée (ES) ou Haute école spécialisée (HES).

Elle comporte par ailleurs une section de cours pour adultes permettant de préparer un certificat de culture générale option santé ou socio-éducative. Reconnu dans toute la Suisse, il donne accès aux Ecoles supérieures et aux Hautes Ecoles Spécialisées des domaines de la santé et du travail social.

Les effectifs des formations générales connaissent une forte croissance à Genève, notamment ceux de l'Ecole de culture générale qui ont augmenté de plus de 900 – en incluant la maturité spécialisée – entre 2005 et 2009⁹. Signe que les formations en HES désormais accessibles aux diplômés de cette filière incitent plus de jeunes à choisir la voie de la formation professionnelle supérieure plutôt que des études universitaires.

Collège

La formation gymnasiale est destinée aux élèves qui souhaitent suivre plus tard des études supérieures dans une université ou une école polytechnique. Il est également possible d'intégrer le cursus d'une HES après une maturité générale, en justifiant soit d'un stage pratique dans le domaine choisi, soit d'une première expérience professionnelle.

Le certificat de maturité est délivré après quatre années d'études et l'obtention des notes requises à l'examen.

Il est possible de préparer au Collège de Genève une maturité mention bilingue en allemand, anglais ou italien, soit par enseignement, soit par séjours linguistiques et scolaires. En outre, les élèves musiciens, danseurs ou sportifs de haut niveau peuvent bénéficier d'un programme aménagé pour préparer la maturité tout en poursuivant leur entraînement artistique ou sportif.

⁹ L'enseignement à Genève. Indicateurs-clés du système genevois d'enseignement et de formation. Edition 2011.

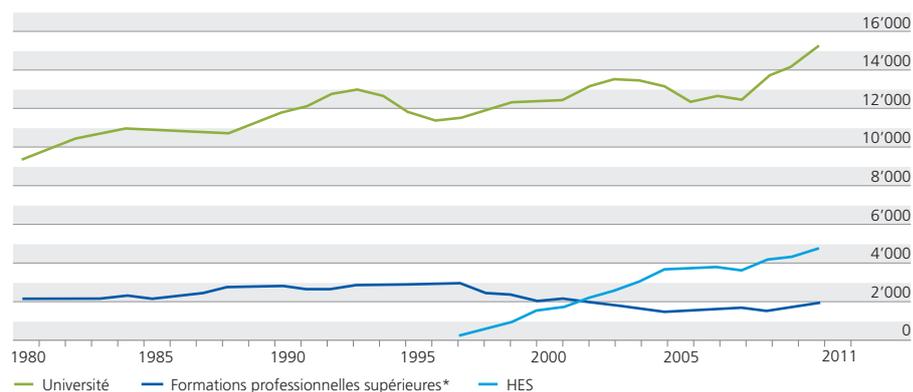
Les écoles privées offrent un large choix de cursus menant au diplôme de fin d'études secondaires de différents pays : Maturité suisse, Abitur, International Baccalaureat, High School Diploma, Baccalauréat ou A-Level. Certains de ces établissements dispensent leurs cours en anglais ou en allemand. Les frais de scolarité peuvent être élevés dans certains instituts.

Le site de l'Association Genevoise des Ecoles Privées permet de sélectionner aisément une école en fonction des diplômes auxquels elle prépare.

HES-SO Genève¹⁰

Depuis leur création en 1997, les HES ont contribué au développement des formations tertiaires en Suisse, notamment à Genève.

Forte augmentation du nombre de personnes en formation en HES ou à l'Université



Effectifs de l'enseignement tertiaire public et subventionné	2000 Total	2011 Total	% étrangers
Formations professionnelles supérieures*	2'124	1'997	31
HES plein temps	1'415	4'367	43
HES en cours d'emploi	125	450	32
Université	12'372	15'283	38

Source: Mémento statistique de l'éducation à Genève. Édition 2012.

* Les formations professionnelles supérieures regroupent les formations autres que celles de niveau HES ou universitaire et qui sont accessibles aux détenteurs d'un diplôme de niveau secondaire II. Il s'agit des formations tertiaires ES délivrées par le pôle santé-social, des techniciens ET, de la préparation à la maturité professionnelle post-CFC, de la maturité spécialisée, des classes préparatoires à l'entrée en HES, de la formation commerciale pour porteurs de maturité et de l'Ecole supérieure d'informatique et de gestion.

La Loi fédérale dont relèvent les HES leur donne pour mission d'assurer une formation de base, de la recherche appliquée, de la formation continue ainsi que des échanges internationaux.

La HES-SO Genève – dont l'organisation a été remodelée en 2004 lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi cantonale sur les hautes écoles spécialisées – regroupe six HES : la Haute école d'art et de design (HEAD), la Haute école de gestion (HEG), la Haute école de santé (HEdS), la Haute école de travail social (HETS), la Haute école du paysage, d'in-

¹⁰ www.hesge.ch.

génierie et d'architecture (HEPIA) et la Haute école de musique (HEM)-Conservatoire de musique de Genève. Soit un ensemble disposant de 11 instituts de recherche employant un millier de collaborateurs et proposant 25 bachelors différents (voir dans les annexes les bachelors de la HES-SO Genève – page 45).

Le Conseil d'Etat a adopté en mai 2012 à l'intention du Grand Conseil le projet de Loi consacrant l'autonomie de la HES-SO Genève qui devient un établissement public autonome, avec mise en place d'un conseil de direction (voir interview de François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, en page 36).

On prépare à la HES-SO Genève un bachelor en trois années d'études à plein temps, correspondant à l'obtention de 180 crédits European Credit Transfer System (ECTS). Certains cursus peuvent être suivis à temps partiel ou en cours d'emploi.

Huit d'entre eux relèvent de domaines dont la HES-SO Genève s'est fait des spécialités: agronomie, architecture du paysage, gestion de la nature, architecture d'intérieur, information documentaire, musique et mouvement, nutrition et diététique, thérapie motricienne.

Avec deux années d'études supplémentaires, il est également possible de préparer un mastère selon les règles du processus de Bologne. Quatre sont proposés dans le domaine ingénierie et architecture: architecture, engineering, ingénierie du territoire et life sciences. Deux dans le domaine économie et services: business administration et information documentaire. Trois dans le domaine design et arts visuels: arts visuels, design et cinéma. Quatre dans le domaine musique et arts de la scène: pédagogie musicale, interprétation musicale, interprétation musicale spécialisée et composition musicale. Un dans le domaine santé: sciences infirmières. Un dans le domaine travail social: travail social.

Université de Genève¹¹

Fondée en 1559, l'Université de Genève couvre aujourd'hui un vaste champ du savoir avec huit facultés: sciences, médecine, lettres, sciences économiques et sociales, droit, théologie, psychologie et sciences de l'éducation, traduction et interprétariat.

Elle abrite aussi plusieurs centres ou instituts spécialisés ou interfacultaires: Centre universitaire d'informatique, Centre interfacultaire de gérontologie, Institut européen de l'Université de Genève, Institut d'histoire de la Réformation, Institut des sciences de l'environnement, Institut universitaire de formation des enseignants, Centre interfacultaire de neurosciences, Centre interfacultaire en sciences affectives, Institut universitaire en finance, Centre interfacultaire de bioéthique et sciences humaines en médecine, Institut de génétique et de génomique, Centre universitaire de bioinformatique, Maison de l'histoire.

L'Alma Mater genevoise collabore également avec la Fondation Swiss School of Public Healthplus (SSPH+), l'Institut de hautes études internationales et du développement (HEID) et l'Institut œcuménique de Bossey.

¹¹ www.unige.ch.

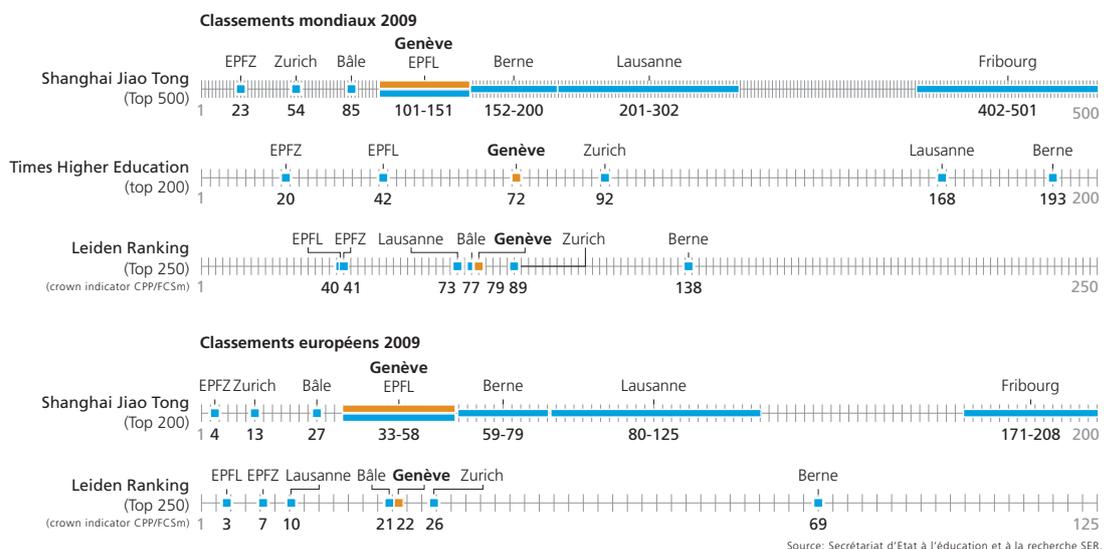
Elle est associée à différents programmes de recherches à la qualité reconnue : quelque 370 groupes de recherche sont actifs au sein de la Faculté de médecine, la Faculté des sciences collabore avec l'EPFL au sein du principal centre d'astrophysique de Suisse, Genève a été désignée Pôle de recherche national en génétique par le Conseil fédéral avec le programme *Frontiers in Genetics*, le Centre de droit bancaire et financier est à la pointe dans son domaine et l'Observatoire universitaire de l'emploi a créé des outils utilisés au-delà des frontières du canton.

L'Université de Genève délivre, dans ses différentes facultés, des bachelors, masters et doctorats insérés dans le système de Bologne qui favorise la mobilité des étudiants européens. Elle propose aussi des MBA et certificats spécialisés, notamment dans le cadre de la formation continue ouverte aux personnes déjà en emploi (voir dans les annexes les diplômes qu'il est possible de préparer dans les différentes facultés – pages 45-48). En outre, comme déjà mentionné plus haut, The Graduate Institute, Geneva offre des études supérieures de haut niveau dans le domaine des relations internationales.

Dans son projet de Loi d'août 2012, Le Conseil d'Etat a approuvé la convention d'objectifs conclue entre l'Etat et l'Université pour les années 2012 à 2015. Les priorités principales ont été définies dans la perspective de maintenir la polyvalence disciplinaire de l'Université, de développer l'excellence de la recherche, de renforcer la collaboration entre les institutions d'enseignement supérieur du canton (HES-SO Genève et IHEID) et d'assurer un encadrement de qualité à un nombre croissant d'étudiantes et d'étudiants qui choisissent Genève pour y suivre une formation.

A l'aune des différents classements internationaux ou européens des universités, la haute école genevoise se situe parmi les établissements universitaires de bonne qualité (voir ci-dessous le comparatif établi par le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche SER).

Position des universités suisses dans les différents classements mondiaux et européens



Au-delà des frontières du canton

L'éventail de formations initiales de tous niveaux proposées à Genève est très vaste et attire des étudiants au-delà des frontières cantonales et nationales (voir tableaux ci-dessous).

Evolution du nombre d'élèves non résidents, hors Université

	Elèves résidant en France voisine				En % des effectifs totaux scolarisés		
	2000	2005	2009	Evolution 05-09	2000	2005	2009
Enseignement public	1'178	1'796	2'110	+17%	1.9%	2.7%	3.1%
- Enseignement primaire ¹	322	451	602	+33%	1.0%	1.3%	1.8%
- Secondaire I	180	327	350	+7%	1.6%	2.5%	2.7%
- Secondaire II général ²	207	283	417	+47%	2.3%	2.7%	3.5%
- Secondaire II professionnel plein temps ³	171	264	272	+3%	5.9%	6.8%	6.6%
- Secondaire II professionnel dual ³	298	471	469	0%	6.0%	10.2%	9.3%
Enseignement spécialisé ⁴	62	51	30	-41%	4.5%	3.1%	1.7%
Enseignement privé	649	885	1'240	+40%	8.5%	9.2%	10.8%
- Enseignement primaire ¹	392	518	703	+36%	9.2%	10.1%	11.6%
- Secondaire I	125	195	267	+37%	7.9%	8.5%	9.6%
- Secondaire II général	132	172	270	+57%	7.5%	8.0%	10.3%
Enseignement postsecondaire II public ⁵	21	30	95	+217%	7.8%	6.7%	10.5%
Ens. professionnel supérieur public et subv. ⁶	165	163	85	-48%	9.1%	14.1%	12.3%
Hautes écoles spécialisées ⁶	205	468	679	+45%	13.3%	12.6%	16.0%
Total	2'280	3'393	4'239	+25%	3.1%	4.1%	4.9%

Source : L'enseignement à Genève. Indicateurs-clés du système genevois d'enseignement et de formation. Edition 2011

Nationalité des élèves résidant en France et scolarisés à Genève

	2005			2009		
	Suisse	Française	Autre	Suisse	Française	Autre
Enseignement public	70%	24%	6%	74%	18%	8%
- Enseignement primaire ¹	84%	10%	6%	81%	10%	9%
- Secondaire I	87%	5%	8%	84%	6%	10%
- Secondaire II général ²	73%	17%	10%	82%	9%	9%
- Secondaire II professionnel plein temps ³	57%	37%	6%	60%	31%	9%
- Secondaire II professionnel dual ³	51%	46%	3%	57%	39%	4%
Enseignement spécialisé ⁴	55%	43%	2%	57%	33%	10%
Enseignement privé	17%	25%	58%	13%	22%	65%
- Enseignement primaire ¹	16%	25%	59%	12%	25%	63%
- Secondaire I	19%	23%	58%	14%	19%	67%
- Secondaire II général	14%	28%	58%	13%	18%	69%
Enseignement postsecondaire II public ⁵	43%	47%	10%	41%	54%	5%
Enseignement professionnel supérieur public et subv. ⁶	21%	69%	10%	39%	55%	6%
Hautes écoles spécialisées ⁶	25%	70%	5%	20%	73%	7%
Total	47%	33%	20%	45%	30%	25%

Source : L'enseignement à Genève. Indicateurs clés du système genevois d'enseignement et de formation. Edition 2011

¹ De la première à la huitième.

² Y compris les classes d'accueil et d'insertion et les formations générales pour adultes.

³ Y compris les formations professionnelles pour adultes.

⁴ Regroupements spécialisés de l'enseignement primaire public, formations préprofessionnelles de l'enseignement secondaire I public (EFP), institutions publiques et subventionnées (primaire et secondaire I), formation préprofessionnelle subventionnée (secondaire II); en 2005, deux institutions spécialisées existantes comptant une septantaine d'élèves n'étaient pas recensées (si l'on opère ce correctif, la variation 2005-2009 est en réalité de 4,8%).

⁵ Maturité spécialisée, maturité professionnelle post-CFC ou postdiplôme, passerelles secondaire II-HES.

⁶ Le Conservatoire de musique et l'Institut Jaques-Dalcroze (565 étudiants en 2005) qui faisaient partie des formations professionnelles supérieures ont intégré le réseau des HES en 2009 en devenant la Haute école de musique.

N.B. Un peu plus de 200 élèves sont inscrits dans deux établissements et sont donc comptabilisés deux fois dans le total (c'est le cas par exemple des élèves de l'enseignement spécialisé en intégration partielle dans l'enseignement ordinaire, des élèves fréquentant deux types d'institutions spécialisées, etc.).

La plupart des formations qui n'existaient autrefois qu'en Suisse alémanique ou en France sont désormais accessibles à Genève ou en Suisse romande. A l'exemple des formations en techniques du bâtiment ou en ingénierie des transports publics qui n'étaient autrefois disponibles qu'en Suisse alémanique et que les Romands intéressés suivaient souvent en France.

Certaines formations en Institut Universitaire de Technologie (IUT) – soit deux ans d'études après le baccalauréat –, telles les statistiques démographiques, ne sont toutefois pas proposées en Suisse dans les HES et supposent des études universitaires plus longues.

On peut également signaler quelques formations spécifiques accessibles au-delà des frontières cantonales qui séduisent des étudiants habitant Genève parce qu'elles n'ont pas d'équivalent dans le canton.

Le Lycée international de Ferney-Voltaire, établissement secondaire public, propose le baccalauréat option internationale (OIB). Soit le baccalauréat général français – section littéraire, économique et sociale ou scientifique – enrichie d'apports spécifiques aux diplômes secondaires d'autres pays, dont les contenus sont définis en concertation entre la France et le pays concerné. Six sections sont disponibles : germanophone, britannique, italienne, espagnole, néerlandaise et suédoise. Des cursus de l'enseignement public gratuit très fréquentés par les enfants des employés des organisations internationales et du CERN.

La Confédération ne comptant que deux écoles polytechniques fédérales, celle de Lausanne attire des élèves genevois intéressés par des études techniques de haut niveau dispensées en français ainsi que des bacheliers français résidant dans les départements limitrophes de Genève.

L'IMD, également à Lausanne, est une business school régulièrement classée parmi les meilleures au monde et son MBA est un accélérateur de carrière pour cadres dirigeants.

Le site d'Archamps, aux portes de Genève, accueille l'European Institute of Purchasing Management (EIPM) qui dispense des formations en management de l'achat industriel bien considérées par les professionnels de la fonction achat.

Avant même d'aborder l'analyse de l'adéquation entre le vaste éventail de spécialisations accessibles à Genève – en formation initiale ou continue – et les besoins des entreprises de la région, on peut souligner que tant les jeunes à la recherche d'une formation que les adultes souhaitant enrichir leurs compétences n'ont sans doute aucune peine à trouver un cours correspondant à leurs aspirations. Le choix est tel que ce sont parfois les employeurs qui ont de la peine à s'y retrouver dans les équivalences de diplômes ou pour apprécier la valeur relative de chaque certification.

On peut relever à ce propos que le groupe de travail « Formation » du Grand Genève¹² qui entend, entre autres, « coordonner l'offre de formation tout au long de la vie, pour répondre aux besoins des habitants et de l'économie de l'agglomération et développer

¹² <http://www.grand-geneve.org/>.

l'emploi des deux côtés de la frontière » et « conforter la capacité de recherche et d'innovation de l'agglomération » a contribué à l'élaboration d'un référentiel d'équivalences des diplômes de part et d'autre de la frontière, notamment entre les CFC et les CAP ou entre les diplômes des HES et ceux des IUT.

Un travail utile, alors que le nombre d'actifs transfrontaliers augmente rapidement. La synthèse 2011 de L'Observatoire statistique transfrontalier¹³ relève que, du côté suisse, en 2010, le nombre de frontaliers étrangers en activité et titulaires d'un permis progresse à un rythme soutenu, nettement supérieur à celui de l'emploi : +4,7% dans le canton de Genève et +5,7% dans le canton de Vaud (respectivement, 2'600 et 1'000 personnes supplémentaires). A fin 2010, ce sont ainsi 57'000 frontaliers étrangers qui sont actifs à Genève et 18'000 dans le canton de Vaud. Il ne s'agit là que des frontaliers titulaires d'un permis.

Cette même publication note, par ailleurs, que selon les résultats tirés du recensement français de la population, le nombre d'actifs transfrontaliers est de 73'000 au début 2008. L'Observatoire statistique transfrontalier calcule qu'en appliquant un taux de croissance identique à celui des frontaliers étrangers en activité et titulaires d'un permis, ce nombre serait d'environ 82'000 à fin 2010. Et de préciser que le nombre d'actifs transfrontaliers n'ayant pas besoin de permis, c'est-à-dire des résidents de nationalité suisse ou des fonctionnaires internationaux, peut ainsi être estimé à 25'000 personnes à fin 2010 pour le canton de Genève. A fin 2011 – selon les données fiscales du Canton de Genève – ce ne sont pas moins de 103'000 personnes actives qui travaillent à Genève et résident en France, précise le supplément « Grand Genève » de la *Tribune de Genève*, publié le 20 septembre 2012. Parmi celles-ci – précise le journal –, on compte notamment 63'000 frontaliers actifs et un peu moins de 28'000 Suisses ou binationaux. Ces 103'000 personnes, imposées à la source à Genève, représentent plus du tiers des emplois du canton. En outre, – si l'on en croit les déclarations publiques de plusieurs maires de communes françaises limitrophes – le total des actifs transfrontaliers serait largement sous-estimé par les statistiques officielles : de nombreuses personnes résidant de fait en France voisine, mais n'y déclarant qu'une résidence secondaire.

Une évolution qui s'inscrit aussi dans l'augmentation du nombre d'élèves scolarisés à Genève et résidant en France : « En 2009, le système genevois d'enseignement et de formation public et privé scolarise 4'250 élèves résidant en France voisine, du niveau enfantin jusqu'aux HES, soit 850 élèves de plus qu'en 2005 (+25%) » signale le DIP¹⁴.

Et de souligner « que ce sont les écoles proposant des formations de niveau tertiaire qui accueillent proportionnellement le plus d'élèves résidant en France voisine : c'est le cas de 12% des élèves suivant une formation professionnelle supérieure et de 16% des élèves inscrits dans une HES genevoise. Le canton de Genève offre en effet des formations tertiaires uniques à l'échelle régionale, attractives au-delà de la frontière cantonale, dispensées notamment dans les HES : Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture, Haute école de santé, Haute école de musique, Haute école d'art et de design, Haute école de travail social, Haute école de gestion. Les élèves résidant en France voisine représentent, quant à eux, 9% de l'ensemble des apprentis en formation duale. Bien que

¹³ Espace transfrontalier genevois : le renforcement des tendances de fonds accroît sa consistance, Observatoire statistique transfrontalier, synthèse 2011.

¹⁴ L'enseignement à Genève – Indicateurs-clés du système genevois d'enseignement et de formation. Edition 2011. DIP Canton de Genève.

les employeurs genevois puissent, depuis 2004, plus facilement engager des jeunes frontaliers pour un apprentissage, cette proportion est plutôt stable, voire légèrement à la baisse en 2009. Par ailleurs, un peu plus de la moitié de ces apprentis sont de nationalité suisse ». En effet, « une bonne partie des élèves scolarisés dans une école genevoise et résidant en France voisine se déclarent de nationalité suisse, sans que l'on sache s'il s'agit de binationaux ou non. En 2009, la proportion de Suisses parmi les élèves/étudiants résidant en France voisine est globalement de 45% ».

Provenance des étudiants
des HES genevoises au 31 octobre 2011

	Etudiants suisSES	Etudiants étrangers
Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture (HEPIA)	78%	22%
Haute école de gestion (HEG)	96%	4%
Haute école d'art et de design (HEAD)	69%	31%
Haute école de musique (HEM) – Conservatoire de musique de Genève	77%	23%
Haute école de santé (HEdS)	89%	11%
Haute école de travail social (HETS)	95%	5%

Source : HES-SO Statistiques.

LES « DÉCROCHEURS »

Le Canton de Genève – où s’est ouverte en 2008 la première, et, à ce jour, toujours plus importante du pays, Cité des métiers et de la formation (voir page 27) – s’est donné les moyens d’améliorer constamment son système de formation. Ce dernier est régulièrement ausculté par le SRED (Service de la recherche en éducation)¹⁵.

Alors que l’objectif de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l’instruction publique (CDIP) de certifier 95% d’une cohorte d’âge dans une formation de niveau secondaire II en 2015 est en passe d’être atteint dans ce canton, les autorités en charge de l’enseignement et de la formation professionnelle sont malgré tout confrontées chaque année à une minorité de jeunes qui quitte les bancs de l’école sans aucun diplôme. Des « décrocheurs » ayant peu de chances d’obtenir un emploi durable sur un marché du travail où le taux de chômage est plus élevé que dans le reste du pays.

Ce taux de chômage genevois est-il le signe d’une inadéquation entre les formations proposées et les besoins des entreprises ou la conséquence d’un marché de l’emploi très compétitif attirant des travailleurs qualifiés venant du monde entier ?

Avant de tenter de répondre à cette question dans la seconde partie de l’étude, examinons la situation des jeunes qui quittent le système de formation sans diplôme avec Sylvain Rudaz, directeur général de l’enseignement secondaire postobligatoire au DIP. Il est interviewé page suivante en compagnie de Dominique Gros, directeur adjoint du SRED.

Les parcours de ces jeunes sont potentiellement riches d’enseignements sur les failles du système de formation dans son ensemble.

¹⁵ www.geneve.ch/sred.

INTERVIEW

« ÉVITER LES ERREURS D'ORIENTATION »

Le nombre de jeunes en échec dans l'enseignement postobligatoire est-il préoccupant ?

Dominique Gros (D. G.): Avec un taux d'échec de quelque 27% en 1^{re} année d'études gymnasiales, Genève se situe dans la moyenne nationale des abandons, redoublements et autres changements de formation. On constate également que seuls 45% des élèves inscrits en 1^{re} année d'École de culture générale arrivent directement du Cycle d'orientation. Les autres 55% viennent d'ailleurs: redoublement, triplement ou changement de choix depuis le début du postobligatoire.

Sylvain Rudaz (S. R.): Les jeunes sortant du Cycle d'orientation ont tendance – et c'est assez normal – à chercher à entrer dans une formation souvent plus complexe que les résultats qu'ils ont obtenus leur laisseraient espérer. Nous tentons donc, depuis trois ou quatre ans, de renforcer le suivi et l'orientation des élèves pour qu'ils obtiennent plus rapidement une première certification; quitte à organiser ensuite des passerelles vers une maturité professionnelle, une HES ou une autre formation. Comprendre les raisons d'une mauvaise orientation à la sortie du Cycle est une de nos priorités. Cela éviterait l'engorgement un peu stérile des premiers degrés du postobligatoire par des jeunes changeant plusieurs fois de choix.

Certains optent-ils ensuite pour l'apprentissage ?

D. G.: L'âge moyen d'entrée dans une formation professionnelle duale se situe entre 17 et 18 ans. Or, ces jeunes sont sortis du cycle à 15 ans... Cela signifie que pendant 2 à 3 ans ils ont essayé d'autres choses. La question de l'orientation est donc cruciale.

Les « décrocheurs » sont-ils nombreux ?

D. G.: Ils sont environ 1'000 à 1'200 par année. Ces jeunes sont au chômage, prennent de petits jobs alimentaires ou effectuent un séjour à l'étranger. Certains reprennent d'ailleurs des études quelques années plus tard. Pour les années à venir, un des enjeux importants est d'en laisser le moins possible au bord de la route.

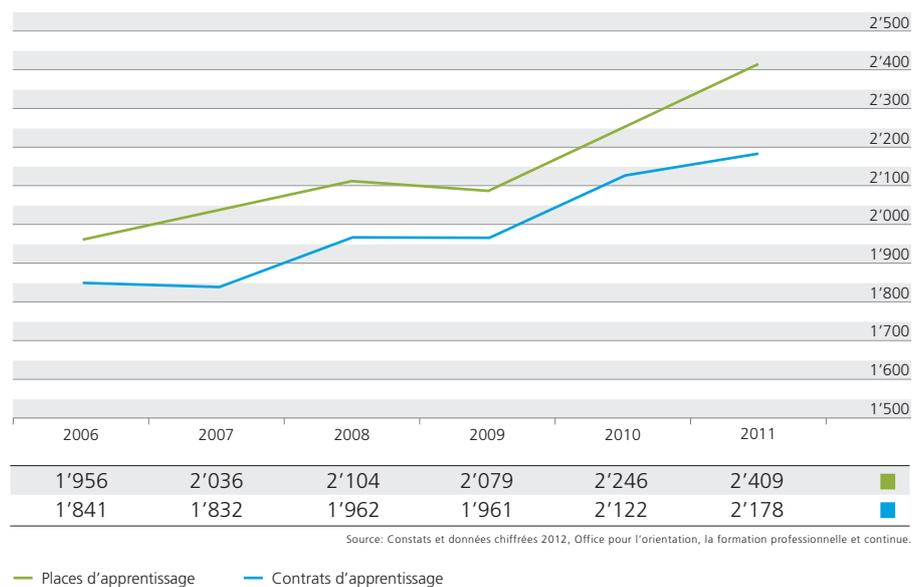
S. R.: On doit essayer de mieux savoir qui ils sont et quelles sont les raisons de l'abandon d'études. Dans certains cas, ce ne sont pas des raisons scolaires, mais des problèmes personnels ou sociaux qui les ont amenés à abandonner leur formation. En Suisse, nous avons un taux moyen de 5% de volatilité scolaire¹⁶ sur une population donnée. Genève est dans le même ordre de grandeur.

¹⁶ Jeunes qui quittent l'école sans avoir obtenu un diplôme.

Certains de ces jeunes en difficulté intégreront peut-être le programme genevois de *Case management* appelé Gestion du suivi individualisé (GSI). Soutenu par l'OFFT (Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie) et piloté dans le canton par l'OFPC (Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue), il a pour objectif de permettre aux jeunes les plus fragiles d'entreprendre et de réussir une formation professionnelle. « Au terme de l'année scolaire 2010-2011, sur les 431 jeunes adressés à la GSI qui n'étaient pas en formation, 370 (77%) ont intégré une filière de formation, par des mesures d'insertion (18%), l'intégration d'un cursus de formation (59%) ou l'obtention d'une certification (2%) », précise l'édition 2012 des *Constats et données chiffrées de l'OFPC*.

Cette même publication relève une augmentation ces dernières années du nombre de places d'apprentissage proposées et de contrats conclus (voir graphique ci-dessous).

Davantage de contrats d'apprentissage



Genève n'en reste pas moins nettement en deçà de la plupart des cantons alémaniques en offres de places d'apprentissage. Or, si l'économie du canton est largement tertiaire et compte nombre de postes de travail très exigeants en termes de formation initiale, le secteur de l'hôtellerie-restauration peine toujours à combler ses besoins de main d'œuvre, tout comme certaines petites entreprises artisanales comptant parmi les 85% d'entreprises genevoises occupant moins de 10 personnes.

Le système genevois pas assez suisse ?

Pour combler les besoins en personnel de ce type d'entreprises, le système de formation genevois s'est peut-être un peu trop éloigné du modèle suisse traditionnel qui laisse une large part à la formation professionnelle en entreprise. L'apprentissage dual constitue même le pilier central du système de formation en Suisse, avec 70% des jeunes qui optent pour ce modèle dans l'ensemble du pays, contre 25% à Genève.

Or, ce modèle fonctionne très bien en terme d'insertion des diplômés : près de 90% d'entre eux sont en emploi dans les six mois suivant l'achèvement de leur formation. Un succès qui tient, entre autres, à l'efficacité du partenariat entre les entreprises et l'Etat pour assurer la qualité de la formation. C'est la Confédération qui valide les ordonnances détaillant les contenus spécifiques de chaque formation, mais elle s'appuie en partie sur les cantons pour vérifier que les prescriptions légales sont bien respectées. Le système tient également compte des spécificités d'un territoire ou d'une région lors de l'évaluation des besoins de nouvelles formations. Surtout, les apprentis acquièrent à leur poste de travail – en sus du savoir-faire technique propre au métier auquel ils se sont formés – les règles du savoir-vivre en entreprise et une capacité à travailler en équipe recherchées par les employeurs. En outre, ils s'imprègnent très tôt d'une culture du travail helvétique qui – souligne Grégoire Evéquoz, directeur général de l'OFPC dans l'interview page suivante – inclut « une forte valorisation du travail ».

INTERVIEW

« NOTRE SYSTÈME DE FORMATION REPOSE SUR UNE FORTE VALORISATION DU TRAVAIL »

L'économie recherche de plus en plus du personnel qualifié, tous niveaux confondus. On constate toutefois un besoin accru de formations tertiaires. Elles sont désormais accessibles à des personnes ayant acquis une formation professionnelle, à travers un CFC ou une maturité professionnelle. Pour Grégoire Evéquoz, les métiers de demain exigeront une formation tout au long de la vie.

Quelles sont les activités de l'OFPC à développer en priorité ces prochaines années ?

Grégoire Evéquoz (G. E.): L'information sur le système de formation et la promotion des formations proposées à Genève devront encore être renforcées. Car les parcours professionnels sont de plus en plus individualisés. On constate ainsi qu'un actif sur deux en Suisse – et la proportion est la même à Genève – exerce un autre métier que celui pour lequel il s'est formé. La tendance est encore plus nette chez les jeunes, puisque deux tiers des personnes de 25 ans font autre chose que ce à quoi les préparait leur formation initiale. L'information sur les formations continues disponibles ou sur les passerelles entre les CFC, maturités professionnelles et formations tertiaires accessibles par la suite est donc cruciale. La Cité des métiers et de la formation y contribue.

L'individualisation des parcours est-elle le signe d'une bonne fluidité du marché du travail et d'un système de formation efficace ?

G. E.: J'estime que la qualité générale de notre système de formation, à tous les niveaux, tient à deux éléments-clés spécifiques à la culture suisse. D'une part, la valeur importante accordée au travail bien fait et à l'acquisition de compétences professionnelles en situation de travail. D'autre part, l'efficacité des partenariats public-privé dans la formation. Il n'est pas anodin que le Département fédéral de l'économie (DFE) devienne, le 1^{er} janvier prochain, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) et que le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) – actuellement au Département fédéral de l'intérieur (DFI) – et l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) soient regroupés au sein de ce nouveau département pour former le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Le partenariat entre les futurs employeurs et le système de formation est essentiel pour faciliter l'insertion professionnelle des diplômés. En Suisse, 40% du coût de la formation des jeunes est d'ailleurs assurée par les entreprises, au travers de l'apprentissage, et elles en tirent globalement des bénéfices.

LA CITÉ DES MÉTIERS ET DE LA FORMATION

Ouverte en septembre 2008, la Cité des métiers et de la formation a accueilli 18'681 personnes en 2011, soit 2'567 visiteurs de plus qu'en 2010. Les prestations offertes au public dans ce cadre sont gratuites et ciblées sur les besoins des usagers. Elles se déclinent autour des thèmes suivants : informer sur l'apprentissage et sur les métiers et formations, s'orienter et construire un projet, trouver sa formation continue, financer sa formation et trouver un emploi. L'an dernier, 82% des usagers étaient domiciliés à Genève, 12% en France, 3% dans le reste de la Suisse et 3% ailleurs. Leurs situations socio-professionnelles étaient diverses : 17% au chômage, 29% sans emploi, 28% en emploi, 25% en formation et 1% en stage. L'essentiel des demandes du public porte sur un projet de formation (26%) ou sur le financement d'une formation (25%). Le taux de satisfaction des publics de la Cité des métiers et de la formation est élevé avec 97% de personnes très satisfaites ou satisfaites.

Se former tout au long de la vie suppose d'avoir accès à une riche offre de formations continues. C'est le cas à Genève où cette activité est en plein développement, comme nous le verrons plus loin. Reste que l'offre de formation initiale devrait d'abord répondre aux besoins de l'économie locale et notamment de ses secteurs les plus dynamiques : à savoir les « cinq pôles majeurs d'excellence, dont les activités se complètent et se stimulent : finance, organisations internationales et multinationales, horlogerie, parfums, biotechnologies », identifiés dans l'étude publiée en 2008 par la CCIG, la BCGE et l'OCSTAT¹⁷. Auxquels il convient d'ajouter, en matière de formation, trois secteurs très demandeurs de personnel qualifié : le négoce de matières premières, la santé et la formation elle-même.

Finance

Dans une interview intitulée « La formation continue et la place financière genevoise », parue en mars 2012¹⁸, Antonio Palma, associé et CEO chez Mirabaud qui préside l'ISFB¹⁹ relevait que « de la base à l'expertise, tous les niveaux (de la formation bancaire) sont proposés à Genève, que ce soit par l'Université, des instituts tels que l'AZEK ou le CFA Institute, ou encore par l'ISFB, qui s'occupe principalement de former le *middle management* des établissements bancaires ».

Ce secteur d'activité recrute en outre largement du personnel très qualifié formé à l'étranger. Ses dirigeants se doivent toutefois de rester en alerte pour adapter les formations proposées à des besoins en constante évolution. Dans cette même interview, Antonio Palma relevait ainsi que « l'évolution du domaine bancaire est tellement rapide qu'il devient difficile de planifier le contenu des formations à long terme. Il est plus que nécessaire pour les centres de formation d'anticiper tous changements en se maintenant constamment informés. Les acteurs de la formation professionnelle doivent être capables de comprendre nos besoins et de proposer rapidement des solutions » (voir l'interview du directeur des cours de l'ISFB page 35).

¹⁷ Economie genevoise, CCIG, OCSTAT, BCGE, octobre 2008.

¹⁸ Genève en chiffres 2012.

¹⁹ www.isfb.ch.

Organisations internationales et multinationales

Même s'il est de règle que les organisations internationales et les sièges européens d'entreprises multinationales présents à Genève embauchent du personnel formé dans le monde entier, nous verrons plus loin qu'une plus grande attention portée aux besoins de ce secteur d'activité serait de nature à y faciliter l'insertion professionnelle des jeunes d'ici.

L'Institut des hautes études internationales et du développement – The Graduate Institute, Geneva –, offre des formations parfaitement adaptées aux besoins en personnel qualifié des organisations internationales gouvernementales (OIG) ou des organisations internationales non gouvernementales (ONG) présentes à Genève.

En outre, en affichant clairement son souhait de recruter ses élèves dans le monde entier – des diplômés qui, pour beaucoup, exerceront ensuite leur activité professionnelle à l'étranger – il contribue grandement à la diffusion du *soft power* genevois et suisse, susceptible de soutenir dans le futur le maintien dans le canton d'organisations internationales très sollicitées par d'autres lieux possibles d'implantation.

Horlogerie

Rolex, l'un des plus gros employeurs genevois, se caractérise par sa discrétion. Tout comme ses homologues de l'horlogerie de luxe actifs dans le canton, tels que le groupe Richemont, Patek Philippe, Chopard ou Raymond Weil. Traditionnellement, la main d'œuvre spécialisée employée dans ces entreprises n'avait pas acquis sa formation de base dans le canton, mais obtenu un diplôme d'une école horlogère neuchâteloise ou française.

Ce ne sera bientôt plus le cas : une nouvelle formation a été récemment lancée à Genève pour répondre aux besoins de l'industrie horlogère : une future Attestation de formation professionnelle (AFP) d'opérateur-trice en horlogerie. « Grâce à une collaboration innovante entre le DIP et le groupe Richemont, une classe d'opérateur-trice(s) en horlogerie ouvrira ses portes à la rentrée 2012 », a annoncé en avril le DIP. Ce cursus – en filière « Attestation professionnelle » en deux ans – alliera formation pratique et théorique. La première sera assurée par Vacheron Constantin, membre du groupe Richemont. La seconde sera dispensée par l'École d'horlogerie du Centre de formation professionnelle et technique du DIP.

On peut toutefois signaler que l'horlogerie, comme d'autres secteurs industriels du canton, est affectée par la pénurie d'ingénieurs qui frappe l'ensemble du marché suisse de l'emploi, faute de jeunes en nombre suffisant intéressés par les filières techniques de formation.

Parfums

Le secteur des arômes et parfums est important à Genève, puisque le canton abrite Givaudan et Firmenich, les numéros un et deux de la branche au niveau mondial.

Du personnel spécialisé en chimie et pharmacie est formé localement, tant par la HES que l'Université. En outre, comme toute multinationale, ces entreprises genevoises recrutent du personnel formé dans le monde entier. Que ce soit dans les métiers propres à leur activité principale ou dans les métiers de support : services financiers, gestion du personnel, logistique, etc., elles trouvent facilement du personnel qualifié sur le marché local de l'emploi.

Biotechnologies

Le pôle genevois de biotechnologies entend se renforcer dans le domaine de la recherche. Les cursus offerts par l'Université de Genève en biologie et pharmacie sont bien adaptés aux besoins des entreprises de biotechnologies, tant pour les métiers actuellement offerts que pour les besoins futurs en recherche et développement.

Négoce de matières premières

Les activités liées au négoce de matières premières se sont rapidement développées ces dernières années au bout du lac. On estime que 40% du commerce mondial de matières premières est d'ores et déjà traité depuis Genève. Ce secteur d'activité regroupe dans le canton quelque 400 entreprises qui travaillent directement ou indirectement dans le négoce et emploient environ 8'000 personnes. Compte tenu de la nouvelle donne fiscale qui devrait prochainement s'appliquer à ces entreprises – suite aux négociations entre la Suisse et l'Union européenne – et du ralentissement de l'économie mondiale qui entraîne une moindre activité dans les matières premières, Geert Descheemaeker, secrétaire général de la GTSA jusqu'à fin septembre 2012, date à laquelle il a passé le témoin à Stéphane Graber, et membre de la commission de la formation de cette association, estime que le niveau de l'emploi dans ce secteur devrait désormais plutôt rester stable (voir son avis page 37 sur les améliorations à apporter au système genevois de formation).

Il n'en a pas moins besoin de personnel qualifié. Le système genevois de formation a, en la matière, fait preuve d'une bonne réactivité aux demandes des entreprises installées dans le canton en lançant, en 2008, une maîtrise universitaire en négoce ou Master of Arts in International Trading. Cette formation, dispensée en anglais, a été élaborée par l'Université de Genève en collaboration avec la GTSA pour répondre à la pénurie de personnel qualifié dans le négoce de matières premières et son financement.

Santé

Le secteur de la santé souffre de longue date d'un manque de professionnels qualifiés. François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, relève toutefois que le nombre de personnes formées au niveau HES dans le domaine de la santé a augmenté ces dernières années et va continuer à augmenter pour répondre à la pénurie de personnel, en particulier dans le domaine des soins infirmiers.

Il relève que son rôle étant aussi « d'anticiper les besoins futurs de formation », bien connaître un secteur permet de prévoir ces besoins qui seront un peu différents de ceux d'aujourd'hui. « Dans le domaine de la santé, par exemple, on constate à la fois une pénurie de médecins de premier recours – qui s'accroît avec la tendance constatée chez les étudiants en médecine à préférer les spécialités à la médecine généraliste –, une pénurie de soins infirmiers, des problèmes de financement de la santé, une modification de l'organisation des soins avec une diminution des hospitalisations. Autant d'éléments qui nous amènent à penser avec la Faculté de médecine de l'Université de Genève que l'on aura, à l'avenir, besoin d'autres types de professionnels, entre les médecins et le personnel paramédical, qui pourront prendre en charge pour certaines pathologies des gens actuellement reçus par des médecins. Ce pourrait être des jeunes qui ont commencé des études de médecine à un niveau bachelor et bifurqueraient vers un mastère de cette spécialité ou des jeunes diplômés en bachelor en soins infirmiers, en physiothérapie ou en nutrition, qui complèteraient leur formation par ce mastère dont le contenu est encore à l'étude. »

Au chapitre des formations récemment lancées à Genève pour répondre aux besoins de l'économie, on peut citer – en sus de la forte augmentation du nombre d'élèves préparant une maturité spécialisée en santé – la création, à la rentrée 2012, d'une nouvelle formation scolaire et professionnelle dans le domaine des soins et de l'accompagnement, débouchant sur une AFP au terme des deux ans de formation.

En outre, le Canton devrait participer au financement sur territoire français d'une école transfrontalière pour former les infirmières.

Formation

Le secteur de la formation lui-même n'échappera pas à la pénurie de personnel qualifié. C'est même l'un de ceux qui apparaît comme le plus dépendant d'une main-d'œuvre très bien formée à l'étranger pour assurer son avenir, notamment dans les spécialités techniques.

L'économie suisse étant devenue pour une bonne part une économie du savoir exigeant des niveaux élevés de formation, « la croissance du pays se heurte aux limites du capital humain ». C'est ce que n'a pas hésité à affirmer Beat Hertz-Hart, professeur à l'Université de Zurich, membre du Conseil des EPZ, dans un article très remarqué publié en juin 2011 dans *La Vie économique*. Et d'illustrer son propos: « En 2009, la Suisse comptait 815'000 personnes actives dans des professions académiques ainsi que 289'000 dirigeants ou cadres supérieurs. Ces deux grands groupes totalisent donc plus de 1,1 million de personnes. La même année, les hautes écoles universitaires et spécialisées ont décerné 29'825 bachelors, mastères ou doctorats, toutes disciplines confondues. Les titulaires représentent 2,7% de ces deux groupes professionnels. Un tel taux ne compense même pas les départs inéluctables dus à l'âge, à un changement professionnel ou à des problèmes de santé. » Selon ce spécialiste, « d'ici quelques années, les hautes écoles suisses ne pourront croître qu'en comptant sur les étrangers. » Plus particulièrement dans les matières scientifiques et techniques. Et de poursuivre: « Selon le scénario "tendance" de l'OFS, à partir de 2015/17, la moitié des étudiants en sciences techniques auront été scolarisés à l'étranger et 70% de leurs professeurs seront d'origine étrangère. »

RENFORCER LA FORMATION CONTINUE

La formation continue est au cœur de la réflexion actuelle sur l'avenir du système suisse de formation après l'élaboration – puis la mise en consultation qui s'est achevée en avril – du projet de Loi fédérale sur la formation continue (LFCo). Cette future loi a pour objectif de renforcer l'apprentissage tout au long de la vie et d'encourager la qualité et la transparence des offres de formation continue. Sur la base des quelque 180 prises de positions reçues pendant la procédure de consultation, le Conseil fédéral a estimé fin juin que l'état actuel du texte constituait une bonne base pour aller de l'avant et entend présenter le projet de loi d'ici à la fin de l'année en cours.

A Genève, la formation continue est prise au sérieux de longue date : dès 2001, le Grand Conseil a doté le Canton d'une Loi sur la formation continue avec laquelle Genève faisait œuvre de pionnier en Suisse. Cette loi a notamment institué le développement de la validation des acquis, l'introduction du chèque annuel de formation (CAF) et la coordination de l'offre. Autant d'outils qui ont, entre-temps, développé leur potentiel. Ils ont été complétés depuis par l'obligation faite aux centres de formation désireux de percevoir le CAF d'obtenir une certification *eduQua*, le premier label suisse spécialement conçu pour les prestations de formation continue.

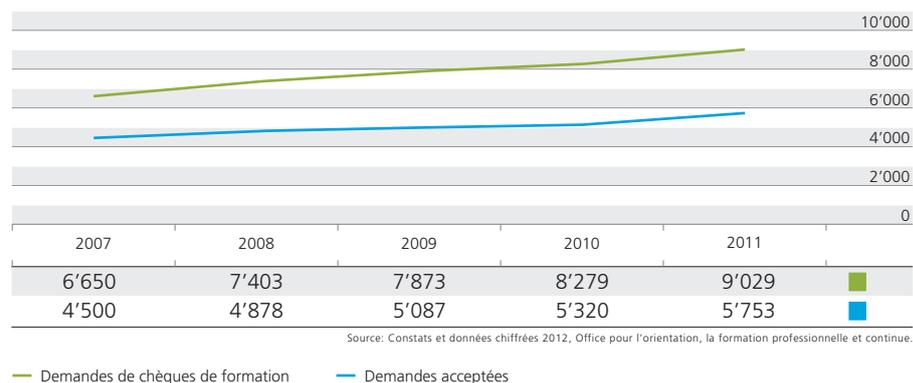
Autre signe marquant de l'importance accordée à Genève à la formation continue : en 2005, l'Office pour la formation professionnelle – qui a fêté ses 50 ans en 2009 – a été rebaptisé « Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue », son appellation actuelle.

De nombreuses institutions offrent des prestations de formation continue dans le canton : dans des domaines aussi variés que les langues, l'informatique, le marketing, le développement personnel ou la finance.

L'OFPC signale, dans son bilan chiffré 2012, que l'année 2011 restera exceptionnelle dans ce domaine, avec 4'119 personnes ayant fréquenté l'espace « Trouver sa formation continue » de la Cité des métiers et de la formation.

En outre, le nombre d'adultes entrant dans le système Qualifications + pour obtenir un CFC a augmenté ainsi que le nombre de demandes de chèques annuels de formation. L'aide financière allouée par le Canton aux personnes souhaitant reprendre une formation (voir *graphique* ci-contre).

Forte demande
de chèques de formation



La répartition de ces chèques entre les principales institutions de formation du canton (voir *tableau* ci-dessous) montre le poids prépondérant de l'IFAGE.

Les principales institutions bénéficiant
des chèques de formation

Institutions de formation ¹	Nombre	%
Institut de formation des adultes de Genève (IFAGE)	2'989	52
Ecole-club Migros	693	12
Université ouvrière de Genève (UOG)	404	7
Association Camarada	256	4
Centre de bilan Genève (CEBIG)	132	2
Croix-Rouge genevoise	112	2
Université de Genève	103	2
Linguaviva SA	80	1
ASH-IH	79	1
Wall Street Institute	57	1
Total	4'905	85

Source: Constats et données chiffrées 2012, Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue.

Toujours dans le souci de renforcer la formation continue, Genève a également instauré une reconnaissance des titres délivrés dans le canton par des instituts spécialisés à même d'adapter avec souplesse les cours proposés aux réels besoins de l'économie (voir *tableau* page suivante).

¹ Les dix principales institutions de formation comptent pour plus de 85% des chèques. Le solde est réparti auprès de 67 autres organismes de formation.

Reconnaissance de titres

Institutions impliquées	Diplômes délivrés	Nombre de certificats délivrés en 2011
Académie de langues et de commerce G. & S. Roesner	Secrétaire	7
	Etudes de commerce	15
Cerfi SA Centre romand de formation	Preliminary ict User test	23
	First ict User Certificate	16
	JOB ict User Certificate – option HD	1
Cadschool	Conception assistée par ordinateur (CAO)	28
	Publication assistée par ordinateur (PAO)	7
	CAO en image de synthèse et animation 3D	5
	Postproduction	7
Ecole hôtelière de Genève (EHG)	Restauration et service hospitalier	10
Ecole Info-CAD SA	DAO/CAO AutoCAD 2D et 3D	5
	Gestionnaire de projet – soumission et gestion de chantier	3
	Design et simulation d'images 3D	3
Fondation ASCENDI	Graduate	11
Institut de formation des adultes de Genève (IFAGE)	Programmeur-régleur sur machines CNC	16
Institut de formation de gestion de patrimoine Formafipius SA (IFGP)	Gestion de patrimoine niveau 1 : assistant-e de gestionnaire	4
	Gestion de patrimoine niveau 2 : relation clientèle	6
Institut supérieur de formation bancaire (ISFB)	Diplôme de gestion privée (DGP) (ancien titre : Gestion de fortune – DGF)	7
	Diplôme en opérations bancaires (DOB)	9
	Certificat Business banking (ancien titre : Retail banking)	7
	Certificat Private banking	73
Université ouvrière de Genève (UOG)	Conciergerie d'écoles et de salles communales	7
	Conciergerie d'immeubles	14

Source : Constats et données chiffrées 2012, Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue.

L'ISFB est un des instituts bénéficiant de la reconnaissance cantonale des titres qu'il délivre. Il a été créé par les banques de la place pour assurer leurs besoins en formation. Sous la houlette de son nouveau directeur Frédéric Kohler, en poste depuis avril 2012, il s'apprête à lancer de nouvelles formations adaptées aux besoins du système bancaire local.

INTERVIEW

**MASTER OF ADVANCED STUDIES (FUTUR MAS) EN BANQUE
ET FINANCE À GENÈVE**

Créé il y a 25 ans par des banques soucieuses de regrouper leurs forces pour assurer la formation de leur personnel, l'ISFB compte aujourd'hui comme membres la grande majorité des établissements de la place financière de Genève. Son directeur des cours, Blaise Neyroud – par ailleurs directeur à l'AKAD Banking + Finance, Ecole Supérieure Spécialisée en Banque et Finance – présente les projets à venir

Quelle est la spécificité des diplômes de l'ISFB par rapport aux autres formations dans le domaine de la finance ?

Blaise Neyroud (B. N.) : Nos formateurs sont tous des professionnels de la banque ou d'anciens professionnels qui se maintiennent à jour : nous n'avons donc pas de cours désuets. Par ailleurs, la plupart des personnes en formation sont déjà en emploi et disposent de quelques années d'expérience. Notre conseil, composé de hauts responsables de banques de Genève, nous permet de rester à l'écoute des besoins du secteur. Nous avons également des partenaires, tels l'AKAD Banking + Finance, Ecole Supérieure Spécialisée en Banque et Finance, la CCIG ou la GTSa. Et nous collaborons avec la Fondation Genève Place Financière.

Quelles sont les formations proposées ?

B. N. : L'ISFB offre trois types de cursus : des formations diplômantes reconnues soit par le DIP – certificats et diplômes de formation continue de l'ISFB –, soit par le Canton et la Confédération – diplôme en économie bancaire de l'Ecole Supérieure Spécialisée en Banque et Finance (ESBF) –, des cours à la carte, des cours sur mesure pour les entreprises.

Les formations inscrites au catalogue vont d'un cours d'introduction au monde bancaire, dispensé sur trois jours, au diplôme en économie bancaire de l'ESBF, obtenu après trois années de cours, en passant par les certificats ISFB en formation continue – en private banking, en business banking ou en financement de négoce international – qui représentent une quinzaine de jours de formation répartis sur un trimestre ou un semestre et les diplômes de l'ISFB dont les cours sont dispensés sur une année complète.

Nos diplômes en gestion privée (DGP) et en opérations bancaires (DOB) ont été entièrement remaniés à l'automne 2011 pour tenir compte des évolutions réglementaires.

Allez-vous proposer prochainement de nouvelles formations ?

B. N. : Les nouvelles exigences de la FINMA (autorité de surveillance des banques) sur la qualification des personnes en contact avec la clientèle vont sans doute nous amener à proposer une formation adaptée. En outre, nous préparons – en collaboration avec Kalaïdos, la seule HES privée de Suisse dont l'AKAD est une filiale – le lancement d'un MAS en banque et finance dont les enseignements seront dispensés en français à Genève et Lausanne. Les premiers cours devraient pouvoir être proposés dès le printemps prochain.

AUTRES PISTES POUR AMÉLIORER LE SYSTÈME GENEVOIS DE FORMATION

Les efforts louables déjà développés à Genève pour favoriser la formation continue et le dialogue entre entreprises et système d'enseignement doivent être très fortement stimulés pour garder un système de formation adapté aux perspectives de développement de l'économie.

La grande majorité des étudiants de la HES-SO Genève résident dans le canton de Genève et travaillent ensuite pour des entreprises de la région. L'insertion dans le monde du travail de ces diplômés du tertiaire en formation professionnelle est un peu plus rapide que celle de leurs homologues universitaires. Reste que François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, entend renforcer encore les liens de sa haute école avec l'économie, allant jusqu'à imaginer des plans de carrières d'experts-formateurs conçus conjointement par la HES et des entreprises (voir son interview ci-dessous).

INTERVIEW

RENFORCER ENCORE LES LIENS AVEC L'ÉCONOMIE

Le bassin de recrutement de vos étudiants et enseignants est-il essentiellement genevois ?

François Abbé-Decarroux (F. A-D.) : D'une manière générale, les HES ont un ancrage régional plus important que les universités. La provenance tant des enseignants que des étudiants varie toutefois selon les écoles de la HES. Dans les domaines de la gestion, de l'ingénierie, du travail social ou de la santé, la très grande majorité des étudiants viennent de la région au sens large : canton de Genève, Suisse occidentale et départements français proches. A l'intérieur de cet ensemble, nous proposons toutefois des formations qui ne sont dispensées qu'à Genève pour toute la Suisse romande, comme l'information documentaire à la Haute école de gestion. La seule formation de ce type en Suisse alémanique étant proposée à Coire, notre recrutement géographique pour cette spécialité est très large : certains étudiants viennent de la Suisse alémanique.

En outre, certaines filières de formation – comme celle préparant au métier de sage-femme directement après la maturité – ne peuvent être suivies qu'à Genève pour toute la Suisse romande. Dans le domaine des arts et de la musique, l'ancrage est par nature plus international.

Comment anticipez-vous les besoins futurs de formation ?

F. A-D. : Cette anticipation est nourrie par des cercles de réflexion tels que le Conseil interprofessionnel pour la formation (CIF) et les autres contacts que nous avons avec différents milieux professionnels et la Chambre de commerce. C'est grâce à ces contacts avec les milieux du négoce international que la Haute école de gestion conçoit avec eux une formation continue en « Commodity trading » en collaboration avec la HEC de l'Université de Genève. Nous avons d'ailleurs plusieurs formations communes avec l'Université, avec laquelle nous sommes complémentaires.

Par ailleurs, la HES effectuant des recherches appliquées et des prestations de service pour le compte d'entreprises, nos enseignants et étudiants restent en phase avec l'économie. Cela nous aide à anticiper les futurs besoins en matière de formation, tout en nourrissant la formation de base.

Bien connaître les différents secteurs économiques permet de prévoir que leurs besoins futurs seront un peu différents de ceux d'aujourd'hui.

Dans certains secteurs, tels que l'ingénierie, les besoins sont bien identifiés, mais l'image de ces métiers devrait évoluer pour motiver plus de jeunes, y compris des jeunes femmes, à entreprendre ces formations techniques.

Je souhaite renforcer encore les liens de notre HES avec le tissu économique dans tous les domaines : la gestion, aussi bien que l'ingénierie ou l'art.

Avec quelles actions ?

F. A-D. : Avec le projet de loi sur la HES genevoise actuellement en discussion, chaque école disposera de son propre conseil stratégique composé en majorité par des représentants des milieux professionnels propres à chacune d'elles. Ces conseils seront ainsi des lieux d'échanges et d'émulations entre le monde professionnel et la direction de l'école.

En outre, les problématiques traitées par nos recherches appliquées intéressant directement les entreprises doivent déboucher sur plus de mandats. Ces derniers peuvent parfois être réalisés en y impliquant des étudiants, ce qui renforce l'aspect pratique de nos formations et permet à nos jeunes diplômés de mieux s'intégrer au marché du travail.

Je rêverais aussi d'avoir encore plus de formations en cours d'emploi avec ces entreprises pour permettre à des jeunes de préparer un bachelor, voire un mastère, en étant déjà insérés dans l'entreprise. Enfin, nous avons déjà passablement d'enseignants à temps partiel qui ont leur activité principale dans une entreprise et qui viennent dispenser leur expertise de terrain aux étudiants. C'est une des marques de fabrique des HES avec les entreprises, processus d'engagement commun aboutissant à du personnel partagé qui devrait être développé, notamment dans le domaine de la santé.

Nous pourrions aussi concevoir des plans de carrières de manière à étoffer l'expérience professionnelle du corps enseignant.

Geert Descheemaeker – secrétaire général de la GTSA – a participé à la création de la maîtrise universitaire en négoce qui a formé, depuis son lancement en 2006, une centaine de personnes dans ce programme qui suppose d'avoir déjà un emploi dans le secteur du négoce. Il pointe ce qui a fait le succès de cette formation, tout comme du diplôme également organisé par la GTSA pour du personnel en emploi: « La formation est dispensée en anglais, les professionnels et les universitaires ont défini le programme en se concertant; les entreprises paient généralement elles-mêmes cette formation – qui coûte 26'000 francs pour les 18 mois d'études – à des personnes qu'elles ont préalablement embauchées. » Quant aux étudiants, ils doivent d'abord faire l'effort de trouver un emploi dans le négoce avant d'entreprendre ces études de niveau mastère et mener ensuite de front pendant une année et demie un emploi à 80% et une formation universitaire exigeante. Entamer un tel parcours suppose donc une réelle motivation.

Autant d'éléments qui pourraient être dupliqués par d'autres secteurs économiques pour favoriser l'émergence de formations vraiment adaptées aux besoins des entreprises et favorisant l'emploi, puisque lesdites entreprises embauchent au préalable les futurs diplômés.

Geert Descheemaeker insiste également sur l'importance de la maîtrise de plusieurs langues étrangères, dans un domaine d'activité où les traders en matières premières sont amenés à entrer en contact avec des spécialistes de différents pays. C'est également le cas dans nombre de multinationales.

On peut donc suggérer de mettre l'accent sur la maîtrise des langues étrangères à tous les niveaux du système de formation genevois.

Dans un canton où les organisations internationales et les multinationales représentent une part importante du nombre d'emplois offerts, il devrait être possible d'accéder à des formations bilingues de niveau CFC, HES ou universitaires, même pour ceux qui n'ont pas grandi dans une famille pratiquant plusieurs langues au quotidien. Faute de quoi, une

part importante du marché du travail local pourrait se fermer à des jeunes n'ayant pas la chance d'avoir des parents pouvant supporter le coût de séjours réguliers à l'étranger en dehors du cursus scolaire.

Toujours dans cette idée de renforcer la maîtrise de plusieurs langues étrangères, il serait judicieux d'augmenter sensiblement le nombre de places offertes au Collège dans les cursus de maturités bilingues.

En outre, les échanges scolaires de longue durée pendant les études secondaires devraient être favorisés.

Une fois arrivés sur les bancs de la HES ou de l'Université, les étudiants devraient être incités à mieux utiliser les possibilités de formations dans des hautes écoles étrangères avec validation des crédits à leur retour. C'est le rôle des directions de l'Université et de la HES-SO de négocier de nombreux accords de validations réciproques des cursus avec de hautes écoles étrangères soucieuses de favoriser l'ouverture au monde de leurs étudiants.

L'existence de tels accords devient d'ailleurs de plus en plus un des critères de choix d'une université par les étudiants.

Autre amélioration possible du système genevois de formation : créer de nouvelles formations duales intégrant un emploi à temps partiel en entreprise et le suivi de cursus dans une HES ou à l'Université.

Car la qualité du système de formation genevois – comme celle de l'enseignement suisse dans son ensemble – tiendra de plus en plus à l'avenir à sa capacité à anticiper les besoins de l'économie.

Outre l'obligation de s'adapter en permanence à de nouveaux contenus, le système de formation genevois sera par ailleurs sous peu confronté, comme celui de toute la Suisse, à un défi de taille : une pénurie accentuée de personnel qualifié. La Suisse doit se préparer au fait que le besoin croissant de main-d'œuvre qualifiée ne pourra pas forcément être satisfait en recrutant principalement à l'étranger comme les années passées.

Un problème bien identifié par le Conseil fédéral. Le rapport intitulé « Du personnel qualifié pour la Suisse », publié en août 2011 par le DFE relevait que les scénarios démographiques que l'OFS a développés prévoient un net ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler. Il se pourrait même qu'un recul se produise dès 2020 en Suisse. De ce fait, indépendamment du niveau de l'immigration – qui pourrait également baisser du fait du vieillissement général de la population en Europe – la pression s'accroîtra sur la main-d'œuvre nationale : d'une part, pour activer les potentiels de travail inexploités, notamment auprès des femmes employées à temps partiel et auprès des seniors, d'autre part, pour élever régulièrement le niveau de formation de la population résidente. D'où l'importance du développement de filières de formation professionnelle de niveau tertiaire.

CONCLUSION

Le système de formation genevois s'est jusqu'ici assez bien adapté à l'évolution des besoins des entreprises du canton. Reste que, dans un contexte de pénurie programmée de personnel qualifié, notamment dans les métiers techniques, il convient de réfléchir dès à présent à la création de formations duales de niveau tertiaire.

Il serait également souhaitable de mieux présenter aux jeunes les perspectives offertes par des métiers de techniciens spécialisés ou d'ingénieurs. Les formations qui en ouvrent l'accès sont, en effet, souvent considérées comme exigeantes, notamment en mathématiques, au regard des salaires offerts ensuite par l'industrie par rapport à ceux distribués dans la finance ou le négoce. Mais il s'agit moins là d'un problème de formation au sens strict, que de la nécessité pour les organisations professionnelles genevoises d'ouvrir un dialogue sur les besoins futurs en personnel de l'économie locale et sur les moyens propres à attirer les jeunes d'ici, et ceux venus d'ailleurs, vers les métiers les plus demandés par les entreprises.

ANNEXES

FORMATIONS PROPOSÉES DANS LES SEPT CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

	Formation duale en entreprise, lieu des cours	Formation à plein temps en école	Durée (années)
CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) PÔLE ARTS APPLIQUÉS			
Bijoutier/Bijoutière CFC	CFP ARTS APPLIQUÉS	CFP ARTS APPLIQUÉS	4
Bottier-orthopédiste/Bottière-orthopédiste	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Céramiste	–	CFP ARTS APPLIQUÉS	4
Concepteur/Conceptrice en multimédia	ERACOM Lausanne (VD)	CFP ARTS APPLIQUÉS	4
Cordonnier/Cordonnière	EPSIC Lausanne (VD)	–	3
Courtepointier/Courtepointière	CEPV Vevey (VD)	–	3
Créateur/Créatrice de vêtements dames	–	CFP ARTS APPLIQUÉS	3
Danseur/Danseuse Orientation contemporaine	–	CFP ARTS APPLIQUÉS	3
Décorateur/Décoratrice d'intérieurs	CEPV Vevey (VD)	–	4
Dessinateur/Dessinatrice CFC orientation architecture	CFP ARTS APPLIQUÉS	CFP ARTS APPLIQUÉS	4
Doreur/Doreuse, Encadreur/Encadreuse CFC	CEPV Vevey (VD)	–	4
Facteur/Factrice d'instruments de musique CFC	CEPV Vevey (VD)	–	4
Gainier/Gainière	CFP ARTS APPLIQUÉS	–	3
Graphiste CFC (Options typographie/communication – illustration/narration – design objets industriels)	CFP ARTS APPLIQUÉS	CFP ARTS APPLIQUÉS	3
Graveur/Graveuse CFC	CFP ARTS APPLIQUÉS	–	4
Nettoyeur/Nettoyeuse de textile CFC	ECL Lausanne (VD)	–	3
Opérateur/Opératrice de médias imprimés CFC, option façonnage, reliure artisanale ou technique	Ecole romande des arts graphiques, Lausanne (VD)	–	4
Photographe	Centre d'enseignement professionnel de Vevey (VD)	Ecole d'arts appliqués de Vevey (VD)	3
Polygraphe CFC	Ecole romande des arts graphiques, Lausanne (VD)	–	4
Polydesigner 3D CFC	CFP ARTS APPLIQUÉS	Lausanne	4
Réalisateur/Réalisatrice publicitaire CFC	ERACOM Lausanne (VD)	–	4
Sellier/Sellière	CEPV Vevey (VD)	–	4
Spécialiste en photographie	Centre d'enseignement professionnel de Vevey	–	3
Techniscéniste CFC	HETS Lausanne (VD)	–	4
Technologue en impression CFC	ERACOM Lausanne (VD)	–	4
Termineur/Termineuse en habillage horloger	CEJEF Porrentruy (JU)	–	3
CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) PÔLE COMMERCE			
Assistant/Assistante de bureau	CFP COMMERCE	CFP COMMERCE	2
Assistant/Assistante du commerce de détail	CFP COMMERCE	–	2
Agent/Agente en information documentaire	CFP COMMERCE	–	3
Droguiste	Ecole suisse de droguerie (NE)	–	4
Employé/Employée de commerce (B,E)	CFP COMMERCE	–	3
Employé/Employée de commerce (M)	CFP COMMERCE	–	3
Employé/Employée de commerce	–	CFP COMMERCE	3 - 4
Gestionnaire du commerce de détail	CFP COMMERCE	–	3
Libraire CFC	Ecole professionnelle commerciale de Lausanne (VD)	–	3
Médiaticien/Médiaticienne	CPNV Yverdon (VD)	–	4

	Formation duale en entreprise, lieu des cours	Formation à plein temps en école	Durée (années)
CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) PÔLE CONSTRUCTION			
Section planification – conception			
Dessinateur/Dessinatrice option aménagement	Centre de formation professionnelle du littoral neuchâtelois (NE)	–	4
Dessinateur/Dessinatrice orientation architecture	CFP CONSTRUCTION	CFP CONSTRUCTION	4-3
Dessinateur/Dessinatrice orientation génie civil	CFP CONSTRUCTION	CFP CONSTRUCTION	4-3
Géomaticien/Géomaticienne	CEPM Morges (VD)	–	4
Maquettiste d'architecture	CEPV Vevey (VD)	–	4
Projeteur/Projeuteuse en technique du bâtiment	CEPM Morges (VD)	–	4
Options chauffage, installations sanitaires, ventilation			
Option réfrigération	CFP CONSTRUCTION	–	4
Section pierre			
Aide Carreleur/Carreleuse	CFP CONSTRUCTION	–	2
Aide Maçon/Maçonne	CFP CONSTRUCTION	–	2
Carreleur/Carreleuse	CFP CONSTRUCTION	–	3
Constructeur/Constructrice de routes	CFP CONSTRUCTION	–	3
Maçon/Maçonne	CFP CONSTRUCTION	–	3
Marbrier/Marbrière	CEPM Morges (VD)	–	4
Sculpteur/Sculptrice sur pierre	CEPM Morges (VD)	–	4
Tailleur/Tailleuse de pierre	CEPM Morges (VD)	–	3
Section bois			
Menuisier/Menuisière	Martigny (VS)	–	2
Agent/Agente d'entretien de bateaux	CEPV Vevey (VD)	–	3
Agent/Agente d'exploitation	CEPM Morges (VD)	–	3
Charpentier/Charpentière	CFP CONSTRUCTION	–	3
Constructeur/Constructrice de bateaux	Centre d'enseignement professionnel de Vevey (VD)	–	4
Doreur-apprêteur/Doreuse-apprêteuse	CEPV Vevey (VD)	–	3
Ebéniste	CFP CONSTRUCTION	CFP CONSTRUCTION	4
Menuisier/Menuisière	CFP CONSTRUCTION	CFP CONSTRUCTION	4
Section finitions et revêtements			
Agent/Agente de propreté AFP	CEPM Morges (VD)	–	2
Agent/Agente de propreté CFC	CEPM Morges (VD)	–	3
Peintre en bâtiments	CFP CONSTRUCTION	–	3
Plâtrier/Plâtrière	CFP CONSTRUCTION	–	3
Plâtrier-peintre/Plâtrière-peintre	CFP CONSTRUCTION	–	4
Poseur/Poseuse de revêtements de sol	CEPM Morges (VD)	–	3
Techniques du bâtiment section électricité du bâtiment			
Aide en technique du bâtiment	CEPM Morges (VD)	–	2
Electricien/Electricienne de montage CFC	CFP CONSTRUCTION	–	3
Electricien/Electricienne de réseau	EPSIC Lausanne (VD)	–	3
Installateur-électricien/Installatrice-électricienne	CFP CONSTRUCTION	–	4
Monteur-frigoriste/Monteuse-frigoriste	CFP CONSTRUCTION	–	4
Planificateur/Planificatrice électricien-ne	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Télématicien/Télématicienne	CPMB Colombier (NE)	–	4

	Formation duale en entreprise, lieu des cours	Formation à plein temps en école	Durée (années)
Techniques du bâtiment section métallurgie du bâtiment			
Aide-Constructeur/Aide Constructrice métallique	CEPM Morges (VD)	–	2
Aide Polybâtitseur/Polybâtitseuse	Centre polybat Chatel-Saint-Denis (FR)	–	2
Calorifugeur/Calorifugeuse - Tôlier/Tôlière	CFP CONSTRUCTION	–	3
Constructeur/Constructrice d'installations de ventilation	CEPM Morges (VD)	–	3
Constructeur/Constructrice métallique CFC	CFP CONSTRUCTION	CFP CONSTRUCTION	4
Dessinateur/Dessinatrice constructeur-trice sur métal	1 ^{re} année, CONSTRUCTION puis CEPM Morges (VD)	–	4
Ferblantier/Ferblantière CFC	CFP CONSTRUCTION	–	3
Ferblantier-installateur sanitaire/Ferblantière-installatrice sanitaire	CFP CONSTRUCTION	CFP CONSTRUCTION	4
Forgeron/Forgeronne	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Installateur/Installatrice en chauffage CFC	CFP CONSTRUCTION	–	3
Installateur/Installatrice sanitaire CFC	CFP CONSTRUCTION	–	3
Maréchal-ferrant/Maréchale-ferrante CFC	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Polybâtitseur/Polybâtitseuse CFC	Centre Polybat Chatel-Saint Denis (FR)	–	3
Ramoneur/Ramoneuse	CEPM Morges(VD)	–	3
Vitrier/Vitrière	CEPM Morges(VD)	–	3

CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) PÔLE NATURE ET ENVIRONNEMENT

Agriculteur/Agricultrice CFC	–	Ecoles d'agriculture de Marcelin (VD), Châteauneuf (VS), Grange-Verney (VD)	4
Agropraticien/Agropraticienne AFP	–	Agrilogie Marcelin Morges (VD)	2
Arboriculteur/trice CFC	–	Agrilogie Marcelin Morges (VD)	3
Assistant/Assistante en médecine vétérinaire CFC	Ecole Panorama Lausanne (VD)	–	3
Aviculteur/Avicultrice CFC	–	Agrilogie Marcelin Morges (VD)	3
Caviste CFC	EIC, Changin (VD)	–	3
Dessinateur-paysagiste/Dessinatrice-paysagiste	Ecole d'agriculture de Marcelin (VD)	–	4
Fleuriste CFC	CEPM Morges (VD)	Ecole pour fleuriste de Lullier(GE)	3
Fleuriste AFP	CEPM Morges (VD)	–	2
Forestier-bûcheron/Forestière-bûcheronne CFC	Centre de formation du Mont-sur-Lausanne (VD)	–	3
Gardien/Gardienne d'animaux	EPSIC Lausanne (VD)	–	3
Gardien/Gardienne de cheval AFP	ECAGV Moudon	–	2
Horticulteur complet qualifié/Horticultrice complète qualifiée	–	Ecole d'horticulture de Lullier(GE)	4
Horticulteur/Horticultrice			
- option paysagisme ou floriculture	CFPne de Lullier (GE)	–	3
- option pépinière	CEPM Morges (VD)	–	3
Professionnel/Professionnelle du cheval CFC	ECAGV Moudon (VD)	–	3
Viticulteur/Viticultrice CFC	Ecole d'agriculture de Marcelin (VD)	–	3

CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) PÔLE SANTÉ ET SOCIAL

Assistant/Assistante dentaire	CFP SANTÉ-SOCIAL	–	3
Assistante/Assistante de médecin	–	CFP SANTÉ SOCIAL	2,5
Assistant/Assistante médicale	Ecoles Minerva, MEDICA Lausanne (VD)	–	3
Assistant/Assistante en pharmacie CFC	CFP COMMERCE	–	3
Assistant/Assistante en soins et santé communautaire	CFP SANTÉ-SOCIAL	CFP SANTÉ-SOCIAL	3
Assistant/Assistante socio-éducatif-tive	CFP SANTÉ-SOCIAL	CFP SANTÉ-SOCIAL	3
Cuisinier en diététique/Cuisinière en diététique	CFP SANTÉ-SOCIAL	–	1

	Formation duale en entreprise, lieu des cours	Formation à plein temps en école	Durée (années)
Laboratoire			
Electroplaste	Centre professionnel de La Chaux-de-Fonds (NE)	–	3
Laborantin/Laborantine CFC	CFP SANTÉ-SOCIAL	–	3
Option chimie	CFP SANTÉ-SOCIAL	–	3
Option biologie	CFP SANTÉ-SOCIAL	–	3
Opticien/Opticienne	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Orthopédiste	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Technicien/Technicienne – dentiste CFC	CFP SANTÉ-SOCIAL	–	4
CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) PÔLE SERVICES ET HÔTELLERIE / RESTAURATION			
Assistant/Assistante en coiffure	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	2
Assistant/Assistante en boucherie et charcuterie AFP	EPM Montreux (VD)	–	2
Boucher-charcutier/Bouchère-charcutière CFC	EPM Montreux (VD)	–	3
Boulangier-pâtissier/Boulangère-pâtissière, Confiseur/Confiseuse AFP	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	2
Coiffeur/Coiffeuse CFC	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	3
Cuisinier/Cuisinière	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	
Employé/Employée en cuisine	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	2
Employé/Employée en intendance AFP	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	2
Employé/Employée en hôtellerie	Hôtel-école	–	2
Employé/Employée en intendance	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	2
Employé/Employée en restauration	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	2
Esthéticien/Esthéticienne CFC	EPSIC Lausanne (VD)	–	3
Gestionnaire en intendance	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	3
Gestionnaire en intendance CFC (adulte)	CFP Services et Hôtellerie/ Restauration (modulaire)	–	3
Logisticien/Logisticienne AFP	EPSIC Lausanne (VD)	–	2
Logisticien/Logisticienne CFC	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	3
Praticien/Praticienne en denrées alimentaires AFP	Centre form. Grangeneuve (FR)	–	2
Spécialiste en hôtellerie	Hôtel-école	–	3
Spécialiste en restauration	CFP SERVICES ET HÔTELLERIE/RESTAURATION	–	3
Technologue en denrées alimentaires	Grangeneuve (FR)	–	3
Technologue en industrie laitière	Grangeneuve (FR)	–	3

	Formation duale en entreprise, lieu des cours	Formation à plein temps en école	Durée (années)
CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) PÔLE TECHNIQUE			
Automobile			
Agent/Agente technique des matières synthétiques CFC	EPAI Fribourg (FR)	–	4
Assistant/Assistante en maintenance d'automobiles	CFP TECHNIQUE	–	2
Carrossier-peintre/Carrossière-peintre	CFP TECHNIQUE	–	4
Carrossier-tôlier/Carrossière-tôlière	CFP TECHNIQUE	–	4
Conducteur/Conductrice de camion	EPSIC Lausanne (VD)	–	3
Electricien-électronicien/Electricienne-électronicienne en véhicules	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Garnisseur/Garnisseuse en carrosserie	EPSIC Lausanne (VD)	–	3
Mécanicien/Mécanicienne d'appareils à moteur	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Mécanicien/Mécanicienne deux roues (cycles)	CFP TECHNIQUE	–	3
Mécanicien/Mécanicienne deux roues (motocycles de petite cylindrée)	CFP TECHNIQUE	–	3
Mécanicien/Mécanicienne en machines agricoles CFC	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Mécanicien/Mécanicienne en machines de chantier CFC	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Mécanicien/Mécanicienne en maintenance d'automobile	CFP TECHNIQUE	–	3
Mécanicien/Mécanicienne en motocycles	CFP TECHNIQUE	–	4
Mécatronicien/Mécatronicienne d'automobiles	CFP TECHNIQUE	CFP TECHNIQUE	4
Praticien/Praticienne en pneumatiques	EPSIC Lausanne (VD)	–	2
Electronique			
Electronicien/Electronicienne	CFP TECHNIQUE	CFP TECHNIQUE	4
Electronicien/Electronicienne	–	CFP TECHNIQUE	3
Electronicien/Electronicienne en multimédia	CFP TECHNIQUE	CFP TECHNIQUE	4
Mécatronique industrielle			
Automaticien/Automaticienne	–	CFP TECHNIQUE	3
Automaticien/Automaticienne	CFP TECHNIQUE	CFP TECHNIQUE	4
Constructeur/Constructrice d'appareils industriels	CFP TECHNIQUE	–	4
Dessinateur-constructeur/Dessinatrice-constructrice industriel-le	CFP TECHNIQUE	–	4
Laborantin/Laborantine en physique-matériaux et technique de mesure	EPSIC Lausanne (VD)	–	4
Polymécanicien/Polymécanicienne	CFP TECHNIQUE	CFP TECHNIQUE	4
Recycleur/Recycleuse	EPAI Fribourg (FR)	–	3
Horlogerie			
Dessinateur-constructeur/Dessinatrice-constructrice en microtechnique	CFP Bienne (BE)	CFP Bienne (BE)	4
Horloger/Horlogère	–	CFP TECHNIQUE	3
Horloger/Horlogère dans le domaine de l'industrie	CFP TECHNIQUE	–	4
Horloger/Horlogère dans le domaine du rhabillage	–	CFP TECHNIQUE	4
Horloger praticien/Horlogère praticienne	CFP TECHNIQUE	CFP TECHNIQUE	3
Opérateur/Opératrice en horlogerie	ETVJ Le Sentier (VD)	–	2
Informatique			
Aide en Informatique	EPSIC Lausanne (VD)	–	2
Informaticien/Informaticienne	CFP TECHNIQUE	CFP TECHNIQUE	4
Informaticien/Informaticienne	–	CFP TECHNIQUE	3

Source: Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue. <http://www.geneve.ch/ofpc>.

FORMATIONS UNIVERSITAIRES

BACHELORS DE LA HES-SO DE GENÈVE**Les 25 bachelors proposés :**

Architecte
 Ingénieur-e en génie civil
 Ingénieur-e en génie mécanique
 Ingénieur-e en informatique
 Ingénieur-e en télécommunication
 Ingénieur-e en microtechniques
 Ingénieur-e agronome
 Architecte-paysagiste
 Ingénieur-e en gestion de la nature
 Artiste – arts visuels
 Designer en architecture d'intérieur
 Designer en communication visuelle
 Designer en design industriel et de produit
 Musique et mouvement
 Musicien-ne
 Economiste d'entreprise
 Spécialiste en information documentaire
 Informaticien-ne de gestion
 Physiothérapeute
 Infirmier-ière
 Sage-femme
 Nutritionniste-Diététicien-ne
 Technicien-ne en radiologie médicale
 Travailleur-se social-e
 Thérapeute en motricité

DIPLÔMES ACCESSIBLES À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE**DIPLÔMES PROPOSÉS PAR LA FACULTÉ DES SCIENCES****Bachelors of Science**

– Mathématiques
 – Mathématiques et sciences informatiques
 – Sciences informatiques
 – Physique
 – Chimie
 – Biochimie
 – Biologie
 – Sciences de la Terre et de l'environnement
 – Sciences pharmaceutiques

Masters of Science

– Mathématiques
 – Mathématiques et sciences informatiques
 – Sciences informatiques

– Physique
 – Chimie
 – Biochimie
 – Biologie
 – Archéologie préhistorique
 – Géologie
 – Sciences de l'environnement (MUSE)
 – Pharmacie
 – Bidisciplinaire (ce mastère donne accès à l'Institut universitaire de formation des enseignants du secondaire genevois (IUE)
 – Interdisciplinaire en neurosciences
 – Interfacultaire en protéomique et bioinformatique

Certificats

– Astronomie et astrophysique
 – Informatique
 – Théorique en sciences pharmaceutiques
 – Pratique en sciences pharmaceutiques
 – Géomatique
 – Etude et management des risques géologiques

Masters of Advanced Studies (MAS)

– Microbiologie
 – Pharmacie hospitalière
 – Physique
 – Toxicologie

Doctorats*Mention :*

– Mathématiques
 – Statistiques
 – Astronomie et astrophysique
 – Informatique
 – Bioinformatique
 – Physique
 – Cristallographie
 – Chimie
 – Biochimie
 – Biologie
 – Archéologie préhistorique
 – Anthropologie
 – Sciences de la Terre
 – Sciences de l'environnement
 – Sciences pharmaceutiques
 – Interdisciplinaire
 – Doctorat en neurosciences des Universités de Genève et de Lausanne

DIPLÔMES PROPOSÉS PAR LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Baccalauréats

- Baccalauréat universitaire de médecine
- Baccalauréat universitaire de médecine dentaire
- Baccalauréat ès sciences en sciences du mouvement et du sport

Maîtrises

- Maîtrise universitaire de médecine
- Maîtrise universitaire de médecine dentaire
- Maîtrise ès sciences en sciences du mouvement et du sport
- Maîtrise universitaire interdisciplinaire en neurosciences
- Maîtrise universitaire interfacultaire en protéomique et bioinformatique

La formation de base des études de médecine nécessite, en plus du bachelor et du mastère, de passer l'examen fédéral de médecine qui permet d'obtenir le diplôme fédéral de médecin.

Doctorats facultaires

- Doctorat en médecine humaine MD ou dentaire MDD (pendant la spécialisation)
- Doctorat en sciences médicales MD-PHD
- Doctorat en médecine communautaire MD-MPH

Doctorats plurifacultaires

- Doctorat en neurosciences PhD
- Doctorat en sciences PhD

Pour l'exercice de la médecine humaine, la formation postgrade est une obligation et le droit d'exercer à titre privé en Suisse est soumis à l'obtention d'un titre de médecin spécialiste délivré par la FMH (Fédération des médecins suisses). C'est également la FMH qui délivre les titres de médecins spécialistes.

Spécialisations

- Mastère d'études avancées (MAS) en médecine clinique
- Spécialisations en médecine clinique (FMH)
- Mastère d'études avancées (MAS) en biologie orale
- Spécialisations en médecine dentaire
- Mastère d'études avancées (MAS) en santé publique

DIPLÔMES PROPOSÉS PAR LA FACULTÉ DES LETTRES

- Baccalauréat universitaire ès lettres
- Maîtrise universitaire ès lettres
- Maîtrise universitaire ès lettres avec spécialisation
- Maîtrise universitaire spécialisée pluridisciplinaire en études asiatiques
- Certificat de spécialisation
- Master of Advanced Studies (MAS)
- Doctorat ès lettres

DIPLÔMES PROPOSÉS PAR LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Bachelors

- Gestion d'entreprise
- Sciences économiques
- Géographie et environnement
- Sociologie
- Histoire économique et sociale
- Sciences politiques
- Systèmes d'information et sciences des services
- Socio-économie
- Relations internationales

Mastères

- Sciences économiques
- Gestion d'entreprise
- Géographie et sciences du territoire
- Science politique
- Histoire économique internationale
- Sociologie
- Statistique
- Etudes genre
- Socio-économie
- Management public
- Sciences de la communication et des médias
- Commerce international
- Comptabilité, contrôle et finance
- Finance
- Sciences de l'environnement
- Standardization, social regulation and sustainable development

Certificats complémentaires

- Géomatique
- Démographie

Master of Advanced Studies (MAS)

- Urbanisme durable

Doctorat ès sciences économiques et sociales*Mention :*

- Administration publique
- Comptabilité
- Démographie
- Econométrie
- Economie politique
- Etudes genre
- Finance
- Géographie
- Gestion d'entreprise
- Histoire économique et sociale
- Sciences de la communication et des médias
- Science politique
- Socio-économie
- Sociologie
- Statistique
- Systèmes d'information

Le doctorat peut également être de nature interdisciplinaire : dans ce cas, il n'est pas assorti d'une mention.

DIPLÔMES PROPOSÉS PAR LA FACULTÉ DE DROIT**Baccalauréat universitaire en droit****Maîtrises**

- Droit
- Droit civil et pénal
- Droit économique
- Droit international et européen
- Droit de l'action publique

Des programmes de maîtrises bilingues sont également proposés en collaboration avec la Faculté de droit de l'Université de Bâle.

Certificat de droit transnational**Etudes avancées**

- LL.M. Banking & Finance – Maîtrise d'études avancées en droit bancaire et financier (UNIGE)
- LL.M. Tax – Maîtrise d'études avancées en droit fiscal (UNIGE, en collaboration avec la Faculté des HEC de l'UNIL)
- Maîtrise d'études avancées en droit international humanitaire (UNIGE, IHEID)
- Master of Advanced Studies in Sport Administration and Technology (MSA) (EPFL, UNIL, UNIGE)
- Master of Advanced Studies in International Dispute Settlement (MIDS) (UNIGE, IHEID)

Doctorat en droit**DIPLÔMES PROPOSÉS PAR LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE**

- Baccalauréat universitaire en théologie
- Baccalauréat universitaire en théologie par formation à distance
- Maîtrise universitaire en théologie
- Doctorat en théologie
- Doctorat en théologie (mention sciences œcuméniques)
- Doctorat en théologie (mention sciences théologie orthodoxe)
- Certificat de spécialisation en théologie

DIPLÔMES PROPOSÉS PAR LA FACULTÉ DE PSYCHOLOGIE ET SCIENCES DE L'ÉDUCATION**Baccalauréats universitaires (bachelors)**

- Psychologie
- Sciences de l'éducation

Formation en enseignement primaire (FEP)**Maîtrises universitaires (Mastères)**

- Psychologie
- Logopédie
- Interdisciplinaire en neurosciences (en partenariat avec les Facultés des sciences et de médecine)
- Sciences de l'éducation – Analyse et intervention dans les systèmes éducatifs (AISE)
- Sciences de l'éducation – Education spéciale
- Sciences de l'éducation – Formation des adultes (FA)
- Pédagogie spécialisée, orientation éducation précoce spécialisée (MAEPS)
- Pédagogie spécialisée, orientation enseignement spécialisé (IUEF)
- Maîtrise universitaire MALTT/ Master of Science in Learning and Teaching Technologies

Maîtrises universitaires d'études avancées (MAS)

- Evaluation et intervention psychologiques
- Neuropsychologie clinique
- Psychogérontologie appliquée
- Psychologie de l'enfant et de l'adolescent (CUSO)
- Analyse du travail et construction des compétences professionnelles

Doctorats

- Psychologie
- Sciences de l'éducation
- Neurosciences des Universités de Genève et de Lausanne

DIPLÔMES PROPOSÉS PAR**LA FACULTÉ DE TRADUCTION ET D'INTERPRÉTATION****Bachelors**

- Baccalauréat universitaire en communication multilingue

Mastères

- Maîtrise universitaire en traduction
- Maîtrise universitaire spécialisée en interprétation de conférence

Certificats

- Certificat complémentaire en traduction
- Certificat complémentaire en interprétation de conférence
- Certificat complémentaire en langue et communication

Doctorats

- Traductologie
 - Traitement informatique multilingue
 - Interprétation de conférence
 - Gestion de la communication multilingue
-

PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES

Le « Grand Genève » : centre urbain et pôle métropolitain, novembre 2011

Genève, ville mondiale : mythe ou réalité?, octobre 2010

Conditions-cadre de Genève face à celles de Bâle et Zurich : opportunités et défis, octobre 2009

Economie genevoise, octobre 2008

Ces études sont disponibles en format électronique sur les sites www.ccig.ch et www.bcge.ch.

CCIG

Assurer une économie forte – Promouvoir les entreprises membres

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) a pour but de représenter, promouvoir et défendre les intérêts des différents secteurs économiques du canton, dans le cadre de l'intérêt général de l'économie suisse. Ainsi, elle travaille à l'amélioration des conditions cadre de l'économie, telles que la fiscalité, la mobilité, l'aménagement du territoire ou encore l'énergie. Elle encourage les échanges régionaux et internationaux et fournit à ses membres des services tels que la légalisation de documents d'exportation et règlements d'arbitrage et de médiation. Enfin, elle favorise activement la mise en relations d'affaires par l'organisation de divers types d'événements.

Association de droit privé fondée en 1865, la CCIG compte aujourd'hui plus de 2'000 membres, qui représentent 75% des emplois privés du canton.

BCGE

Des solutions bancaires *made in Geneva*

Banque universelle depuis 1816, la Banque Cantonale de Genève (BCGE) propose aux particuliers, aux entreprises et aux institutions de Genève et de la région des prestations bancaires de grande qualité. La BCGE développe les métiers suivants: les services bancaires quotidiens, le *private banking*, l'*asset management*, la prévoyance, les financements hypothécaires et les crédits aux entreprises et collectivités publiques. Elle exploite une salle des marchés et offre des services d'ingénierie financière, de *corporate finance* et de *global commodity finance*.

Le groupe BCGE comprend 22 agences à Genève et exerce certains de ses métiers à Lausanne, Zurich, Lyon, Annecy, Paris, Dubaï et Hong Kong. Il occupe 729 personnes (en équivalent plein temps). La BCGE est cotée à la bourse suisse, SIX Swiss Exchange (numéro de valeur 164268).

OCSTAT

Un service spécialisé au service de l'information

Service public, la statistique publique cantonale a pour mission de répondre aux besoins d'information des autorités, des communes, des administrations publiques, des milieux scientifiques, des entreprises, des partenaires sociaux, des médias et du public. Les grands domaines couverts par la statistique publique cantonale sont: la population, l'économie, la vie sociale, l'environnement et l'utilisation de l'espace.

En tant que service central spécialisé, l'office cantonal de la statistique (OCSTAT) est le principal producteur statistique du canton et il met à disposition l'ensemble des résultats et des analyses statistiques qu'il élabore sur son site Internet (www.geneve.ch/statistique).

Dans le cadre de l'Observatoire statistique transfrontalier (OST), en collaboration avec l'INSEE Rhône-Alpes, l'OCSTAT produit et diffuse les informations statistiques pertinentes sur le Grand Genève (<http://www.statregio-francosuisse.net/>).

Banque Cantonale de Genève SA

Quai de l'Île 17
Case postale 2251
1211 Genève 2
Tél. 058 211 21 00
www.bcge.ch

**Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève**

Boulevard du Théâtre 4
Case postale 5039
1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 00
www.ccig.ch

Office cantonal de la statistique

Route des Acacias 82
Case postale 1735
1211 Genève 26
Tél. 022 388 75 00
www.ge.ch/statistique

